
Esprit de défense : l'affaire de tous

NOTE D'ENJEUX – MARS 2025



Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.

NOTE D'ENJEUX – Mars 2025

Esprit de défense : l'affaire de tous



*Les notes d'enjeux de l'Institut Montaigne
posent des constats et identifient
des problématiques sur des sujets stratégiques
afin d'ouvrir le débat public.*



**Note
d'éclairage**

Se situer
et rendre
intelligible notre
environnement

**Note
d'enjeux**

Poser des
constats et
identifier des
problématiques

**Note
d'action**

Formuler
des recom-
mandations
opérationnelles

**Opération
spéciale**

Sonder,
chiffrer,
expérimenter

Rapport

Analyser
et proposer
collégalement
des solutions
de long terme

Avons-nous perdu notre esprit de défense ? Interpellés par la résurgence de conflits extérieurs et de forces de dislocation intérieures, soucieux de comprendre comment s'exprimait la résilience d'une nation face à la menace, tant sur le plan individuel que collectif, nous avons souhaité rassembler des dirigeants, des officiers, des étudiants, des sociologues, des associations de jeunes professionnels ou des personnalités qualifiées au sein d'un groupe de discussion afin d'identifier quels étaient les ressorts de notre esprit de défense et ce qui paraissait nécessaire de prendre en compte pour le raviver dans notre pays.

Cette note est le résultat de nos échanges libres et du travail d'analyse entrepris par le Commandement du Combat futur de l'Armée de Terre sur la thématique de la force morale du soldat, corollaire militaire de l'esprit de défense civil. Elle entend prioritairement faire prendre conscience que l'esprit de défense national n'est pas un automatisme mais bien un acquis dûment entretenu et motiver ultérieurement une réflexion opérationnelle sur la manière de le faire advenir et grandir sur le territoire français. Elle propose ainsi une lecture historique de ce qu'est l'esprit de défense, de ses manifestations ordinaires et des éléments à considérer pour la décennie en cours.

Marie-Pierre de Bailliencourt,
Directrice générale de l'Institut Montaigne

La résurgence d'un conflit majeur aux portes de l'Europe interroge l'existence d'un *esprit de défense* au sein de la société française.

Celui-ci désigne la volonté de la société et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'une agression majeure, et leur capacité à le faire. Moteur psychologique de la résilience nationale, il dépend de la convergence des volontés individuelles dans une volonté commune d'affronter collectivement une menace.

Les écrits de Clausewitz permettent de mieux cerner les différentes composantes de l'esprit de défense. Le stratège définit la guerre comme la confrontation de deux sociétés articulées en trois éléments : l'armée, le gouvernement et le peuple. Dans le cadre d'un conflit, ces trois pôles de « la trinité clausewitzienne » incarnent autant d'énergies qui doivent s'harmoniser au sein d'une Nation en guerre : l'énergie potentielle d'une armée bien préparée, alliant forces matérielles, conceptuelles et morales ; l'énergie cinétique d'une décision politique en phase avec les citoyens et les capacités nationales ; et l'énergie de liaison, portée par un soutien populaire crucial tant avant que pendant la guerre. **On ne saurait donc réduire la capacité de défense à sa dimension militaire ; elle nécessite une implication de tous les membres de la Nation.**

L'histoire offre plusieurs exemples illustrant la pertinence de la trinité clausewitzienne pour évaluer la résilience d'une Nation. Ainsi, en 1939, la France s'effondre sous le poids de ses divisions internes et de sa préparation inadéquate. Marc Bloch souligne les failles dans chacun des trois pôles de la trinité clausewitzienne : un commandement militaire englué dans une bureaucratie inadaptée aux périodes de guerre, une classe politique minée par les dissensions et un peuple bercé d'illusions sur la pérennité de la paix, incapable de soutenir moralement et concrètement l'effort de guerre.

Dans un contexte géopolitique marqué par de nouvelles menaces, il devient crucial de tirer parti de ces enseignements pour renforcer

l'esprit de défense français. La guerre en Ukraine montre que « l'arrière », en lien constant avec « l'avant » du front, devient désormais aussi un lieu de combat. Avant même la dissuasion nucléaire, avant même nos corps d'armée, la première ligne de défense est constituée de citoyens et d'entreprises prêts à participer à un effort de guerre au nom d'un intérêt national supérieur.

Or les fondements de l'esprit de défense français apparaissent aujourd'hui fragilisés. Sur le plan militaire, bien que les armées françaises disposent d'une expertise opérationnelle reconnue forgée sur de nombreux théâtres d'opérations, leur capacité à mener une guerre de haute intensité désormais envisageable est questionnée. Ses faiblesses doctrinales et matérielles, héritées de six décennies de restrictions budgétaires obligeant à des choix sévères, s'accompagnent d'un déficit critique des capacités industrielles nationales pour répondre à des besoins massifs en cas de conflit prolongé. Cette situation résulte d'une doctrine privilégiant la cohérence et l'hyper-sophistication des équipements au détriment de leur volume, dans un contexte où la dissuasion nucléaire et les engagements expéditionnaires dominaient les priorités stratégiques.

Si la solidité de l'appareil militaire reste un pilier essentiel de la défense nationale, l'esprit de défense ne peut exister sans le soutien de « l'arrière », lequel est d'autant plus fort qu'il partage une vision commune de ce qui doit être protégé. Or ces valeurs communes, autrefois ancrées dans un récit national structuré, peinent à se transmettre à l'ensemble de la population. La fragilisation des piliers de l'esprit de défense est aussi alimentée par l'éloignement progressif des citoyens de la réalité des enjeux de la défense nationale. **La suspension de la conscription et l'instauration d'une armée de métier ont fini de priver les jeunes générations de l'expérience concrète de ce qu'implique la défense du pays ; celle-ci devient une affaire de spécialistes dont le reste de la société est dessaisi.**

Dans ce contexte de fragilisation, et alors que les technologies de l'information offrent à nos ennemis de nouveaux outils pour fracturer la cohésion interne de la société, **retrouver l'esprit de défense doit être une priorité partagée.**

Cet impératif nécessite d'abord de parvenir à une compréhension commune de ce qui nous permet de faire Nation et de ce que nous souhaitons protéger. Que défendre ? Qu'est-ce qui pourrait justifier de risquer sa vie ou de prendre celle d'un autre ? Si cette clarté des enjeux est bien ancrée dans les milieux de la défense, il est crucial d'étendre cette sensibilisation à l'ensemble de la population. La parole politique joue ici un rôle central. Une terminologie inappropriée, comme l'utilisation abusive de termes tels que « réquisition industrielle » ou « économie de guerre », risque de décrédibiliser le discours au moment où il devrait porter. L'éducation civique, quant à elle, occupe une place fondamentale dans la définition de ces valeurs communes et pourrait être reconsidérée. La France pourrait d'ailleurs s'inspirer des pratiques d'autres nations comme les pays scandinaves, qui intègrent des formations aux premiers secours et à l'autodéfense dans leurs programmes scolaires.

Diffuser une culture de défense nationale passe également par un renforcement du lien entre les armées et la population, en particulier les jeunes. La réserve opérationnelle, dont les effectifs sont appelés à doubler¹, joue le rôle clé d'intermédiaire entre l'armée et la société, incarnant l'esprit de défense sur tout le territoire. Parallèlement, les correspondants défense et la Garde nationale, bien qu'offrant un potentiel significatif de maillage territorial, restent sous-exploités. Investir dans ces structures, particulièrement dans les régions éloignées des centres militaires traditionnels, est indispensable pour élargir la diffusion de la culture de défense.

¹ Loi n° 2023-703 du 1^{er} août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Enfin, les entreprises et les associations ont un rôle trop souvent négligé dans la promotion de l'esprit de défense. Ces acteurs permettent aux individus de s'intégrer dans un collectif plus large, redonnant ainsi du sens à l'action commune. Les associations étudiantes dédiées aux questions de défense sont rares mais précieuses pour sensibiliser la jeunesse. Les associations sportives contribuent également à inculquer des valeurs essentielles : discipline, dépassement de soi, esprit de corps.

L'idée que la défense nationale relève exclusivement du domaine militaire doit être rapidement dépassée : elle concerne bien au contraire chaque membre de la société. Le défi pour la France d'aujourd'hui est de prouver à de potentiels adversaires que le pays peut compter sur la cohésion de son corps social et qu'il est en capacité d'aligner la stratégie politique, la conduite militaire et le soutien populaire pour faire face, de manière cohérente, aux menaces à venir.

Louis-Joseph Maynié

Lieutenant-colonel au sein de l'armée de Terre

Sa première partie de carrière est dédiée à l'engagement de terrain, en particulier sur des théâtres d'opérations sensibles, dans le cadre de missions d'interposition en Côte d'Ivoire, au Tchad et au Liban, et de missions de plus haute intensité en Afghanistan et au Mali, au sein du 1^{er} Régiment de chasseurs parachutistes.

Instructeur à l'Académie Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, officier de l'École de guerre, diplômé d'un Master portant sur les forces morales en 14-18, il rejoint le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement en 2022 devenu le Commandement du Combat futur de l'Armée de Terre en 2024.

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Institut Montaigne et l'Armée de Terre, il est détaché comme expert en charge des questions d'esprit de défense.

Introduction	13
---------------------------	----

1 **Volonté commune, leçons de l'Histoire** 16 |

1.1. Du guerrier primitif à Clausewitz	16
a. Le concept de défense : entre politique et militaire	16
b. La France de 1870 à 1939 : trois illustrations du concept de Clausewitz	19
1.2. Années 1990 : les dividendes trompeurs de la paix	24
a. Bascule sociale du rapport au risque	24
b. Prise de risque militaire et opinion publique	26
c. Légitimation politique de l'action militaire, un paradoxe moral ?	28

2 **Force morale individuelle, résilience collective** 30 |

2.1. L'individu et la menace	30
a. Équilibre psychologique individuel	30
b. Dans la tête des soldats	34
2.2. La force du collectif	36
a. Les conditions de l'efficacité collective	36
b. L'inscription de l'individu dans le collectif	37
2.3. Résilience d'une nation : de l'individu au collectif	42
a. Des attachements individuels à la défense collective	42
b. Rationaliser les attachements : savoir, vouloir, pouvoir	44

3

Esprit de défense : savoir, vouloir, pouvoir en 2025	47
3.1. Savoir : prendre conscience de la menace	48
3.2. Vouloir : se reconnaître dans une acception commune de ce que nous voulons protéger	50
3.3. Pouvoir : hier comme aujourd’hui, s’organiser autour de 3 pôles	58
a. Le rôle du politique	59
b. Le rôle du militaire	63
c. Le rôle de la société civile	68
Conclusion	75
Remerciements	78

La guerre en Ukraine, qui s'est accompagnée de la réémergence d'une sémantique guerrière dans la parole publique – évoquant le « réarmement civique », une « économie de guerre » ou même « l'envoi de troupes au sol » –, a replacé les enjeux de sécurité et de cohésion nationales au cœur du débat public. Illustration de ce changement de paradigme, la question des « forces morales » a été l'objet de la thématique présidentielle à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 2023, faisant appel à un esprit apparemment oublié depuis la Grande Guerre.

Cette sémantique inédite est source d'anxiété au sein d'une population occidentale pour qui paix et sûreté étaient des acquis durables des démocraties contemporaines.² À la fin de la Guerre froide, le déport des affrontements sur des terrains plus éloignés les avait convaincues que les guerres n'impliquaient plus l'intégralité de la Nation, mais uniquement leurs armées. Les sociétés ont adopté des réflexes de paix, en premier lieu desquels une aversion au risque contraire à celle des armées, dont la traduction juridique est le « principe de précaution ».

Les avancées technologiques au tournant du XXI^e siècle et leur emploi dans l'activité militaire, observable en Ukraine ou au Moyen-Orient, ont largement questionné cette vision en permettant le déploiement de stratégies de déstabilisation et d'influence plus efficaces (cyberattaques, campagnes de désinformation, etc.). **Ainsi, la guerre cognitive, qui a toujours été sous-jacente à la rivalité entre les nations, représente désormais un espace à part entière de la conflictualité.** Elle vise à influencer, manipuler et altérer les processus de pensée d'un individu ou d'un collectif humain dans le but de les amener à servir des intérêts antagonistes aux leurs. Elle a pour objectif de gagner la guerre avant la guerre par l'effondrement moral de l'adversaire, sa désunion

² Dans le sondage « Les Français et la guerre en Ukraine » publié par Elabe en juin 2024, près de 75 % des Français se disaient inquiets à l'idée que le conflit russo-ukrainien se propage à d'autres pays que l'Ukraine.

préalable et son délitement intérieur ; elle est donc un facteur à prendre en compte tant dans le cadre militaire que civil. Ainsi le triptyque « compétition – contestation – affrontement » présenté par le Chef d'État-major des armées françaises en 2022³ met-il plus justement en exergue le *continuum* de rivalité entre les nations, dont l'intensité varie de la *compétition* – mode normal d'expression de la puissance – à l'*affrontement* – mode de la guerre ouverte. La redéfinition du rapport de la société au risque devient nécessaire dans une époque où ce dernier ne résulte plus d'un *accident*, mais d'une *menace* orchestrée par une puissance concurrente.

Dans un tel contexte, **anticiper et conduire les actions nécessaires à la protection des citoyens nécessite de l'ensemble de la société une compréhension plus fine qu'auparavant de ces réalités et de la chose militaire.** C'est ce que recouvre la notion d'*esprit de défense*, permettant l'appréhension des enjeux et des risques à assumer pour préserver les intérêts nationaux dans tous les domaines. Cette notion, peu tangible, ouvre toutefois la voie à des interprétations aussi diverses que discordantes ; or, **bien plus qu'un concept, l'esprit de défense doit être une réalité sociale tant il est indispensable à la résilience d'une Nation,** laquelle repose sur « *la volonté et la capacité d'un pays, de la société et des pouvoirs publics, à résister aux conséquences d'une agression ou d'une catastrophe majeure*⁴ ». Cette volonté commune résulte « *du tressage des volontés individuelles, qui ne se décrète pas ex nihilo, mais nécessite un socle culturel commun*⁵ ».

Moteur psychologique de la résilience nationale, l'esprit de défense peut ainsi être caractérisé comme **l'état de conscience d'une société qui conditionne la convergence des volontés individuelles dans une volonté commune permettant d'affronter collectivement toute**

³ Burkhard, Thierry. *Vision stratégique du Chef d'état-major des armées*, 2022.

⁴ Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale, 2008, p. 64.

⁵ Maynïe, Louis-Joseph. *La Paradoxe Trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

menace. Il se différencie ainsi des forces morales des militaires, définies comme « *la capacité psychologique, individuelle et collective, adossée à l'aptitude physique, à l'équilibre physiologique et au sens donné à l'action, qui permet de remplir la mission en surmontant les difficultés et en prenant l'ascendant sur l'adversaire*⁶ ». Ces dernières incluent le pouvoir de donner la mort, la perspective de la recevoir et la certitude de la côtoyer.

« *Toute forme d'organisation militaire est l'expression de l'ordre social dont elle émane*⁷ » ; autrement dit, les forces morales d'une armée sont intimement mêlées à la psyché collective et à la cohésion de la société qu'elle protège. Or, **une vision commune de l'unité nationale, socle premier d'une sécurité collective durable, peine à émerger.** Comme Machiavel le montrait dès 1500 avec l'exemple de l'Italie⁸, un pays divisé contre lui-même devient une proie facile pour les puissances étrangères.

Pour comprendre l'importance de ces enjeux au-delà de la seule définition des concepts, un examen de l'Histoire est utile afin de revenir aux réalités qu'une longue période de paix a estompées. En France, c'est en plein cœur de la Grande Guerre, en 1916, que le terme de « forces morales » fut le plus usité, indice historique du lien entre l'individu et le collectif en temps de menace existentielle. Forces morales, esprit de défense, corps social mobilisé : les éléments militaires et civils doivent pouvoir et savoir se reconnaître et se renforcer mutuellement si on entend œuvrer collectivement à la préservation du pays.

De l'individu au collectif, « défendre » est donc un état d'esprit qui repose sur une volonté commune, et une action menée dans trois plans qui se superposent : le plan individuel, le plan militaire et le plan national.

⁶ État-major de l'armée de terre, *Politique de densification des forces morales dans l'armée de terre*, 11 juillet 2023.

⁷ Keegan, John. *Histoire de la guerre*, 1996, Dagorno, p. 277.

⁸ Machiavel, Nicolas. *Le Prince*, 1532.

1 Volonté commune, leçons de l'Histoire

« La force d'une cité ne réside pas dans l'épaisseur de ses remparts, ni dans le nombre de ses vaisseaux, mais dans le caractère de ses citoyens. »

Thucydide, La Guerre du Péloponnèse

1.1. DU GUERRIER PRIMITIF À CLAUSEWITZ

a. Le concept de défense : entre politique et militaire

Le rôle du guerrier s'est progressivement transformé en réponse à la structuration des sociétés. Avant l'apparition des États modernes, tous les représentants mâles d'une société sont a priori des guerriers chargés de protéger la famille ou la tribu. Cet idéal primitif du protecteur évolue progressivement vers le soldat, au fur et à mesure que la société se structure. Une partie de ses membres se voue à la protection des autres, lesquels peuvent vaquer à d'autres occupations nécessaires au progrès de la société. Ainsi, *« l'idéal de l'homme primitif, du sauvage, du barbare, c'est le guerrier. Plus les peuples s'élèvent en civilisation morale, plus cet idéal baisse.⁹ »* De la hiérarchisation des capacités guerrières émergent les classes dirigeantes : les chefs militaires deviennent les chefs politiques. La sécurité est alors la fonction régaliennne première. Ce paradigme prévaut en Europe de l'orée du Moyen Âge jusqu'à la Révolution française, au cours de laquelle ce système s'effondre en emportant la structure politique qui animait l'esprit militaire. Si ce dernier est ravivé

⁹ Ardant du Picq, Charles, *Études sur le combat*, 1868.

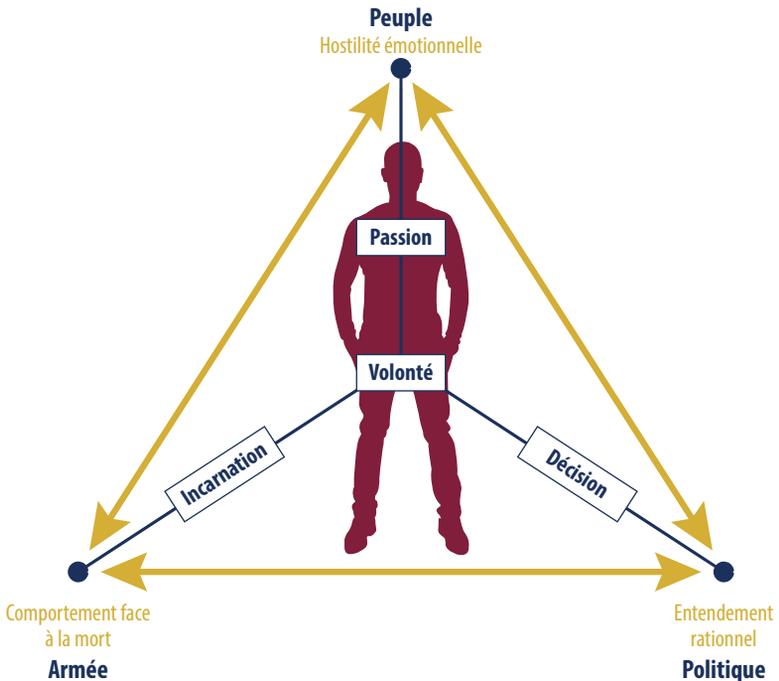
par Valmy (1792) et la Nation en armes, Napoléon le détourne de son aspect défensif pour en faire un outil de conquête.

Après les guerres révolutionnaires puis napoléoniennes, Clausewitz théorise la *paradoxe trinité de la guerre*¹⁰ : la guerre serait la confrontation organisée de deux sociétés articulées en trois éléments – le peuple, l'armée et le gouvernement. Les gouvernements négocient par le biais rationnel de la diplomatie ; les forces armées s'affrontent sur le champ de bataille où elles incarnent la volonté du corps politique ; les sociétés confrontent leur hostilité émotionnelle via leur soutien envers les deux autres pôles. Ainsi, le politique exerce son monopole sur l'initiative de la violence, et la confine à la sphère militaire¹¹. Déchargé du souci de la cohérence entre but de la guerre et bien commun de la société, le général se doit tout de même d'avoir une bonne compréhension des enjeux politiques, pour les transcrire au mieux dans l'action militaire. Quant à la société, sa cohésion et la conscience de son identité permettent l'acceptation des sacrifices inévitables en vue du soutien à l'action militaire, qui sert un objectif politique ordonné aux intérêts du pays.

¹⁰ Clausewitz, Von, Carl, *De la guerre*, 1832.

¹¹ Durieux, Benoit, *Relire De la guerre de Clausewitz*, Economica, 2005.

Triptyque des principaux acteurs de la guerre selon Clausewitz¹²



Réduire la guerre à sa dimension militaire revient donc à occulter l'implication qu'elle nécessite de la part de tous les membres de la Nation. Dans une société en guerre, les trois pôles de la trinité clausewitzienne doivent interagir en synergie. La période 1870–1939 illustre tout particulièrement cet impératif.

¹² Illustration : Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

b. La France de 1870 à 1939 : trois illustrations du concept de Clausewitz

La guerre perdue de 1870 montre d'abord que les forces morales, aussi centrales soient-elles, ne peuvent servir de palliatif à la faiblesse de l'appareil militaire.

Au début du XIX^e siècle, la puissance militaire française décline. Dépendante du politique, elle peine à établir une doctrine stable dans l'alternance des régimes et les insurrections. En parallèle, la montée de la bourgeoisie dans les milieux dirigeants, au détriment d'une aristocratie traditionnellement acculturée au métier de la guerre, conduit à une plus grande attention aux dépenses budgétaires et à l'entretien d'un appareil militaire réduit – d'autant plus que les conquêtes napoléoniennes ont représenté un coût humain encore présent dans la mémoire collective. Pour les penseurs de l'époque¹³, cette érosion de la puissance militaire peut néanmoins trouver un palliatif dans la cohabitation, sous les drapeaux, des conscrits et de cadres militaires d'active en formation dans les écoles d'officiers et de sous-officiers.

Ce principe de la conscription, prévalant depuis Valmy, est pourtant rapidement remis en cause : les assemblées refusent de voter les crédits nécessaires à l'instruction des réservistes militaires, posant ainsi une première limite à l'idéal de la « Nation en armes ». De 1815 à 1870, l'armée régulière repose donc principalement sur des engagés volontaires et des appelés, servant sous le drapeau entre six et huit ans.

Ce dispositif semble suffisant pour des expéditions mobilisant des effectifs limités, comme la conquête de l'Algérie ou la campagne d'Italie. Mais avec la guerre de 1870, la France est confrontée à un conflit d'envergure où le manque de réservistes devient criant. Alors que la France mobilise 240 000 hommes, la Prusse en aligne 500 000. Si l'armée

¹³ Ardant du Picq, Charles, *Études sur le combat*, 1868. Champ Libre, Paris, 1978, p. 151.

française est aguerrie, elle est surtout formée pour des missions de projection, maîtrisant des manœuvres de faible ampleur. Or, le champ de bataille de 1870 est trop vaste, et ni les maréchaux ni leurs états-majors ne possèdent l'expérience nécessaire pour coordonner des corps d'armée entiers. Les succès du Second Empire – portés par la célèbre *furia francese*, cette force morale qui galvanise les troupes – ont masqué l'impérieuse nécessité d'une réévaluation stratégique : doctrine, formation, structure, équipement et logistique de l'armée auraient dû être revus. Les enseignements de cette période sont clairs : **une armée sous-dimensionnée – même expérimentée – et des restrictions budgétaires prolongées – que des efforts de dernière minute ne peuvent compenser – sont des faiblesses que la seule force morale des soldats ne peut compenser.**

Après cette défaite, la pensée de philosophes tels Ernest Renan, de sociologues tels Émile Durkheim ou d'officiers tels le maréchal Foch s'évertue à faire de la France un pays fort et structuré, capable de faire face à un ennemi identifié : l'Allemagne. Les composants essentiels de la résilience nationale se mettent alors en place. Ernest Renan, d'abord, distingue la Nation de la somme de ses constituants que sont la race, la langue, la religion, la communauté des intérêts ou la géographie. Il en fait « *une âme, un principe spirituel* » constitué de « *la possession en commun d'un riche legs de souvenirs* » et du « *consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu [...] l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.* »¹⁴ Émile Durkheim, ensuite, met en valeur l'importance de l'éducation afin de consentir à ces sacrifices. Elle « *a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui la société politique dans son ensemble [...]* C'est la société elle-même qui [...] a tiré de son propre sein ces grandes forces morales. [...] à l'être égoïste et asocial qui vient de naître, elle en

¹⁴ Renan, Ernest. *Qu'est-ce qu'une Nation ?*, Paris, Calmann Lévy, 1882.

¹⁵ Durkheim, Émile, *Éducation et sociologie*, Paris, 1922, Felix Alcan, introduction, p. 3-4.

surajoute un autre, capable de mener une vie morale et sociale¹⁵ ». Enfin, le maréchal Foch fait de l'homme dans la guerre, « la donnée la plus importante du problème [...] celle qui anime le sujet, le fait vivre : l'homme, avec ses facultés morales, intellectuelles, physiques.¹⁶ »

La convergence entre l'effort d'éducation d'un individu et celui d'une Nation pour se maintenir au fil des générations est ainsi mise en lumière, de même que la nécessaire capacité individuelle à consentir des efforts au profit du collectif. L'État est le grand ordonnateur de cette synergie d'ensemble. Il affirme l'existence de la société qu'il représente, fait valoir son héritage et son histoire, insiste sur sa culture et ses mœurs et se protège au moyen de sa force armée. En somme, il pose les critères et moyens de sa souveraineté, c'est-à-dire de sa capacité à n'être soumis à aucun autre.

La Première Guerre mondiale vient confronter au réel ces volontés étatiques. Plus que le savoir-faire ou le courage des généraux et de leurs troupes, cette guerre donne la primauté aux moyens industriels. Ce conflit marque le début de l'ère des guerres industrielles. Dans ce contexte nouveau, **le soldat – simple individu – se voit subitement submergé par une puissance qui dépasse ses seules capacités physiques, physiologiques et psychologiques. C'est pour prendre en compte cette disproportion et trouver les moyens d'y résister que se construit la force morale collective :** *« L'appel aux forces et aux influences morales aura été l'un des caractères non pas inédits, mais très remarquables de la grande guerre du vingtième siècle. La guerre de la plume, la guerre d'idées, s'est juxtaposée [...] aux opérations armées.¹⁷ »* L'exceptionnelle force morale de la France en 14-18, qui la rend capable de tenir tête à une Allemagne qui avait mieux préparé son outil militaire et industriel, repose sur une doctrine républicaine composée de règles strictes

¹⁶ Foch, Ferdinand, *Des principes de la guerre*, Paris, 1903, Berger Levrault, réédition Economica 2007, p. 5.

¹⁷ La Birère, Yves, « Le rôle des forces morales dans la Grande Guerre », *Études*, 5 mars 1919, pp. 614 – 620.

façonnant la volonté, le patriotisme¹⁸ ainsi qu'un fond rémanent de la matrice catholique¹⁹. À cela s'ajoutent la formation militaire reçue lors du service national qui permet aux Français de l'époque de connaître les fondamentaux du combat, mais aussi la rusticité des conditions de vie de l'époque qui permet de ne pas être démuni face aux exigences de la guerre. La convergence de l'ensemble de ces facteurs façonne les capacités physiques, intellectuelles et morales des citoyens français leur permettant de résister à l'enfer de Verdun.

Recherche lexicométrique des occurrences du terme « forces morales » dans les ouvrages de 1800 à 2021



Source : Google Ngram.

¹⁸ Valéry, Paul, *La crise de l'Esprit, lettre 1*, NRF, 1919.

¹⁹ Voir Cuchet, Guillaume. *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*, Seuil, 2018 ; Gugelot, Frédéric. *Guerre de foi ou guerre sans foi, 1914-1918*, 2014.

En 1919, malgré la victoire, la France est exsangue de deux générations d'hommes sur les cinq qu'elle a mobilisées. L'Allemagne, certes touchée dans sa chair, ne l'a pas été sur son sol, au contraire de la France, et le citoyen allemand comprend mal les rigueurs du traité de Versailles. Les craintes de Paul Valéry²⁰ se réalisent lorsque la France s'effondre. Dans *L'Étrange Défaite*²¹, Marc Bloch décrit le lien entre **la déroute de 1940 et les manquements de l'armée, mais il l'impute aussi aux manquements de la société civile et de la sphère politique**. Les trois pôles sociaux de la trinité de Clausewitz se sont montrés incapables de remplir leur rôle. L'aspect militaire de la défaite tient d'une part à l'incompétence du commandement, englué dans une logique bureaucratique forgée par des années de paix. Il tient d'autre part à des arbitrages ineptes, une bonne part des budgets de défense ayant été engloutis dans la ligne Maginot et le matériel militaire venant donc à manquer face à une armée allemande particulièrement bien équipée.

De son côté, le politique n'est plus dans l'entendement rationnel vis-à-vis de la menace, mais dans l'utopie quant aux capacités françaises et absorbé par les dissensions internes. Bloch pense qu'une chambre d'élus pouvait sanctionner et contrôler mais non gouverner un tel système ni préparer la guerre, les rivalités personnelles empêchant la défense des intérêts supérieurs de la Nation.

Enfin, le peuple, n'a pas été à même de soutenir moralement et concrètement l'effort de guerre. La bascule d'une partie des citoyens sous l'uniforme a exempté le reste de la société civile de sa contribution « non armée ». **La production de matériels de guerre n'a pas répondu à une logique de guerre industrielle mais à une logique de bénéfice.**

²⁰ Valery, Paul, *La crise de l'esprit, lettre 1, NRF, 1919* : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. [...] Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. [...] Nous avons vu, de nos yeux, le travail consciencieux, l'instruction la plus solide, la discipline et l'application les plus sérieuses, adaptés à d'épouvantables desseins. [...] Tant d'horreurs n'auraient pas été possibles sans tant de vertus. [...] Savoir et Devoir, vous êtes donc suspects ? ».

²¹ Bloch, Marc, *L'Étrange défaite, 1940, Paris, Folio histoire, 1994*.

Le résultat est la déroute française et l'occupation d'une grande partie de l'Hexagone. Il faudra le sursaut de la Résistance et l'implication des Alliés pour que la France soit libérée et rejoigne le camp des vainqueurs.

1.2. ANNÉES 1990 : LES DIVIDENDES TROMPEURS DE LA PAIX

a. Bascule sociale du rapport au risque

Après la défaite allemande de 1945, la bipolarité mondiale maintient l'ensemble de la société française consciente des enjeux de sa survie en tant que Nation démocratique et des efforts indispensables à sa défense. L'opposition entre le bloc occidental et le bloc soviétique structure les relations internationales, offrant à la France un cadre stratégique clair pour sa défense, avec un ennemi majeur bien identifié. La crise de Suez en 1956 révèle les nouveaux rapports de force et les dépendances stratégiques pour la France : prise entre la menace soviétique et les intérêts américains, elle choisit d'investir dans l'arme nucléaire pour renforcer son autonomie et garantir sa sécurité nationale. Loin d'exonérer les citoyens de leur devoir militaire, la Guerre froide légitime la pérennité du service national. En parallèle du mouvement de mai 68, la guerre d'Indochine, peu ou pas comprise de la majorité des citoyens, marque le décrochage de l'esprit de défense dans une société française qui a jusque-là soutenu l'action de ses forces armées.

Après la chute du mur de Berlin en 1989 et la dissolution de l'empire soviétique, la parenthèse historique de la Nation en armes et du citoyen soldat semble se refermer durablement dans un contexte de « fin de l'Histoire²² ». Avec la suspension du service national et la bascule vers une armée de métier, la France confie sa sécurité et ses armes à un

²² Fukuyama, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 1992.

nombre restreint de professionnels. Ainsi, **la défense du pays devient, dans l'inconscient collectif, l'affaire d'une minorité** dont le reste de la société est dessaisi. L'exposition des combattants eux-mêmes se réduit avec les avancées technologiques, qui concrétisent l'idéal du « zéro mort », tandis que le regard porté sur le soldat mort au combat passe « *du statut de héros au statut de victime*²³ ».

Les Français voient donc la guerre et la mort s'éloigner de leur quotidien. Intégrée dans une construction européenne confiante en ses alliances extérieures et en la primauté des intérêts économiques, la France n'a pas échappé à un relatif désarmement militaire. La réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 par Nicolas Sarkozy, après le retrait décidé par le général de Gaulle en 1966, illustre ce basculement : là où de Gaulle voyait l'indépendance militaire comme un impératif de souveraineté, cette décision traduit un nouvel équilibre, misant sur la coopération militaire et les alliances comme piliers de la sécurité française et européenne dans un monde pacifié.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022 acte historiquement l'obsolescence de ces conceptions et le retour du réalisme dans les relations internationales. L'Occident retrouve la proximité d'une guerre longtemps réservée aux marges du monde, qui ne participait du paysage quotidien que par médias interposés. Les interdépendances économiques, loin de stopper l'agresseur, propagent les ondes de choc à l'ensemble de l'Europe. Les affrontements sur le sol ukrainien redonnent aux militaires et à la Nation en armes toute leur primauté. La technologie, loin de remplacer le combat au sol entre humains, en démultiplie les capacités meurtrières. Le champ de bataille requiert une résilience accrue et une force morale dont l'exigence apparaît éloignée des habitudes développées en temps de paix.

²³ Malis, Christian, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, 2014, Fayard.

b. Prise de risque militaire et opinion publique

La guerre du XXI^e siècle est ainsi multi-fronts. Économique, cognitive, militaire, elle ne se construit plus uniquement autour d'une ligne de front lointaine qui reste l'apanage des seuls soldats, mais se conçoit comme un multi-champs qui englobe la compétition économique et réglementaire, la conquête des esprits par les réseaux sociaux et la capacité militaire tant humaine qu'industrielle. **Elle vise autant la conquête des marchés et des moyens que la fracture de la volonté nationale.** L'affrontement revêt ainsi un caractère hybride qui contourne règles et instances internationales et réintroduit la violence en zone ouverte – en dehors du temps de guerre et du champ de bataille. L'explosion de bipeurs du Hezbollah libanais le 17 septembre 2024 en est une illustration : ces appareils de radiomessagerie piégés, activés simultanément probablement par les services de renseignement israéliens, ont causé des centaines de blessés et plusieurs morts, démontrant la manière dont des technologies civiles sont détournées en armes de guerre, brouillant encore davantage les frontières entre guerre et paix, civils et combattants.

Dans ce contexte, l'ensemble de la société civile joue donc un rôle crucial dans l'effort de guerre et la résilience nationale – à l'instar de la Première Guerre mondiale ou des guerres insurrectionnelles. Avant même la dissuasion nucléaire, les corps d'armée et les divisions, la résilience repose sur des citoyens attachés à leur pays, à son rang et à sa préservation. **Cet esprit de défense, qui anime chaque citoyen dans ses responsabilités et son domaine de compétence, reste, en 2024 comme en 1914 ou en 1939, l'élément fondamental qui conditionne l'avenir d'une nation.** Il exige la compréhension de tous quant aux objectifs poursuivis. C'est la raison pour laquelle, parmi les facteurs de supériorité opérationnelle que recense la doctrine de l'armée de Terre française, **les forces morales sont présentées comme le résultat du « développement du sens et de la légitimité de l'engagement²⁴ ».**

Cette légitimation est capitale, car c'est ainsi que le politique assume la cohérence entre les buts de la guerre et le bien commun de la société. En expliquant ce lien, le politique vise à assurer l'armée du soutien de l'ensemble de la société. À l'interface entre l'armée et la société, le politique est donc à la fois celui sur qui repose le sens de l'action, conditionnant la force morale des combattants, et celui à qui il revient de diligenter les acteurs et les moyens d'un esprit de défense dans la société.

L'enjeu est donc de garantir la capacité de compréhension et d'action des citoyens, en insufflant de nouveau à l'ensemble de la société un esprit de défense. Après des décennies de représentations limitant la défense nationale à une responsabilité exclusivement militaire, il convient de mobiliser l'ensemble des forces vives de la nation afin de dépasser cette vision restrictive. Les enjeux de la défense nationale dépassent désormais le cadre militaire pour intégrer l'ensemble des sphères sociétales : éducation, culture, production, communication. L'omniprésence des risques économiques, industriels, des cybermenaces, de la désinformation et d'une certaine perte de conscience collective rend urgente la nécessité de doubler le principe de précaution d'un principe de protection. Ce principe doit non seulement redéfinir nos modes de défense, mais également inclure une dimension de prise de risque et d'offensive. Cette approche proactive vise à assurer la défense des intérêts français. Du champ politique, sous l'égide du président de la République, au champ militaire, sous la responsabilité du ministre des Armées, elle concerne absolument l'ensemble des secteurs d'activité de la société. **Si la sphère politique est responsable de l'élan initial, de l'ordonnancement et de la répartition des efforts en matière de défense, diffuser et étoffer l'esprit de défense est bel et bien l'affaire de tous les citoyens majeurs, quels que soient leur âge et leur profession.**

²⁴ État-major de l'armée de Terre, *Action terrestre future*, Paris, septembre 2016, p. 49.

c. Légitimation politique de l'action militaire, un paradoxe moral ?

La complexité de ces enjeux de défense reste difficilement compréhensible pour une grande partie des Français. L'embuscade d'Uzbin, survenue en Afghanistan en 2008 et ayant entraîné le décès de dix militaires français, constitue un tournant significatif dans la perception de la mort comme élément inhérent à l'engagement opérationnel des forces armées. L'ampleur des pertes humaines, notamment avec la disparition de huit parachutistes du 8^e RPIMa, suscite une forte émotion au sein de l'opinion publique. Toutefois, l'emploi du terme « *victimes* » pour qualifier ces soldats interroge, dans la mesure où il ne reflète pas la nature même de leur engagement, fondé sur le volontariat et la confrontation au risque. Cet enjeu sémantique s'inscrit dans une problématique plus large relative à la judiciarisation des opérations militaires, laissant parfois entendre que ces combattants seraient assimilables à des travailleurs victimes d'un accident, plutôt qu'à des soldats tombés au combat dans l'exercice de leur mission. Ce décalage met en évidence une fracture entre la perception de la guerre par une population civile éloignée de ces réalités et celle des forces armées engagées sur des théâtres d'opérations extérieurs. Cette tension n'est pas nouvelle : le diplomate Jules Cambon, citant le maréchal Joffre, dénonçait cet écart de réalité – « *que voulez-vous, on voudrait que je fisse la guerre, et qu'il n'y eût ni mort, ni blessé!*²⁵ ».

Cette dichotomie se traduit concrètement par l'aversion au risque de la société civile. Le principe de précaution est inscrit dans la loi française en 1995, puis acquiert une valeur constitutionnelle en 2005. Il se répercute ainsi progressivement dans tous les secteurs de l'activité humaine jusqu'à trouver une expression sommitale lors de la crise du Covid-19. Or, l'application de tels réflexes à la sphère militaire apparaît à bien des égards illusoire : « *C'est la plus grande faute des politiques*

²⁵ Cambon, Jules, réponse au discours de réception de Maxime Weygand à l'Académie française, 10 mai 1932.

d'avoir fait croire à la population qu'une guerre moderne bien menée se traduit par zéro mort » écrit un ancien chef d'état-major des armées britanniques dans ses mémoires²⁶. Pour les armées, la question de la prise de risque se pose dès l'entraînement en temps de paix, puis se cristallise dans l'exposition des vies humaines au combat. Le combat implique par nature la potentialité de la mort. Le principe de précaution peut donc s'opposer aux impératifs de la guerre ou de sa préparation. **Depuis la décennie 1990, les responsables politiques sont confrontés de manière croissante à la tension entre ce principe et la nécessité de prendre des risques face à des affrontements non déclarés mais dont le niveau potentiel impose des décisions audacieuses, similaires à celles exigées en temps de guerre.** Alors que la réalité ukrainienne rappelle le prix humain de la guerre, **les responsables politiques restent ainsi assujettis à un principe de précaution qui introduit une possible inhibition par crainte d'une judiciarisation de l'exercice de leurs responsabilités.**

Les décideurs font donc face à un paradoxe moral, qui tient en la confrontation des nécessités d'une armée en guerre avec les exigences d'un pays en paix. L'éloignement des théâtres d'opérations, la complexité des conflits et des méthodes, conjugués à l'immédiateté de l'information, génèrent une difficulté de compréhension pour la société que le politique peine à clarifier. Les médias introduisent parfois crûment les combats et leurs conséquences dans les foyers, sans que les écrans ne permettent aux citoyens de mesurer les contraintes du terrain et les raisons profondes de ces prises de risques²⁷. Cette pression est encore démultipliée par les réseaux sociaux, qui intensifient la confrontation du politique à l'électeur. Pour autant, ce phénomène n'entrave pas l'action militaire, dès lors que le politique assume cette même action comme le prolongement de la sienne et qu'il lui donne du sens aux yeux des Français. Il est donc essentiel que les citoyens

²⁶ Richards, David, *CEMA britannique 2010-2013, Taking command, 2014, Headline éditions.*

²⁷ Voir Chevrier Guylain, « Guerre du Golfe et télévision : un mariage stratégique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique [En ligne]*, 86 | 2002.

comprennent les risques encourus par les soldats comme le prix à payer pour vivre en paix. Cette nécessité se heurte au rapport à la mort au sein des sociétés post-modernes, souvent source d'oppositions qui amenuisent la volonté commune, donc les forces morales et la capacité de la cité à se défendre. Ce cercle vicieux concentre les facteurs de fragilisation du système démocratique repérés par Raymond Aron²⁸.

2 Force morale individuelle, résilience collective

De l'individu au collectif, « défendre » est un état d'esprit qui repose sur une volonté commune et une action coordonnée entre le plan individuel, le plan militaire et le plan national.

2.1. L'INDIVIDU ET LA MENACE

a. Équilibre psychologique individuel

Depuis plus d'un siècle, l'évolution des armements n'a cessé d'exposer les combattants à une pression psychologique accrue. En 1908, le lieutenant-colonel de Grandmaison évoque la « zone de mort²⁹ » : un espace sur le champ de bataille où le combattant, constamment exposé à la menace de la mort, subit une pression psychologique intense qui le place en état d'hyper-vigilance et finit par l'épuiser. Selon lui, les progrès de l'armement sont tels qu'en 1800, il suffisait de reculer de 800 mètres pour sortir les soldats de cette zone ; dès 1900, ce n'est plus possible.

²⁸ Aron, Raymond, *Introduction à la philosophie politique, Le livre de Poche, 1997.*

²⁹ Grandmaison Louis. *Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif, 1908, Berger-Levrault.*

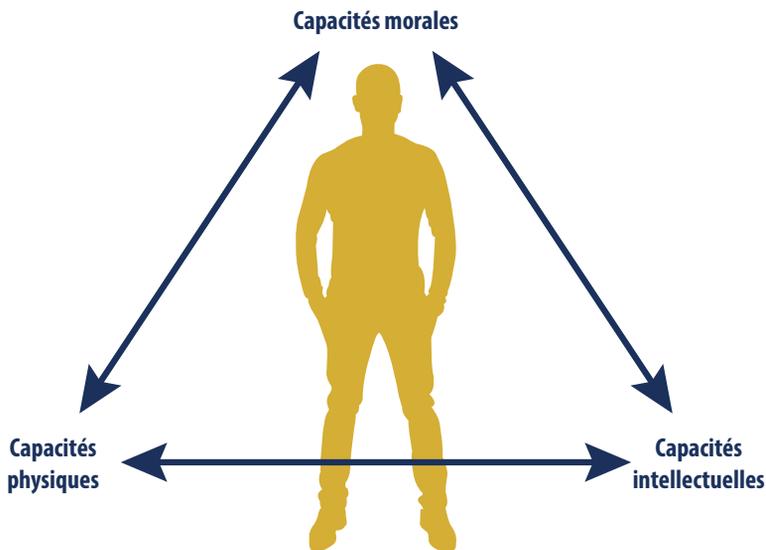
Ce n'est pourtant que le début d'une évolution vers des moyens de destruction toujours plus envahissants et massifs. **En 2024, les capacités de frappe ont gagné en allonge et en précision, ce qui démultiplie la zone de mort bien au-delà des premières lignes de front. Ces capacités imposent la dispersion des combattants sur le champ de bataille, réduisant de fait leur possibilité d'abreuer leur force morale à celle du groupe.** La distanciation permise par l'emploi de drones estompe l'aspect émotionnel de la mise à mort, questionnant la frontière entre le soldat et le bourreau. Ces considérations militaires, tout en montrant la continuité des effets de la guerre sur l'être humain malgré les évolutions technologiques, exposent la difficulté de préserver l'équilibre psychologique de l'être humain dans un cadre extrême.

Les penseurs civils et militaires de la période de la Première Guerre mondiale mettent en avant une conception tripolaire de l'être humain qui fait la distinction entre ses capacités physiques, intellectuelles et morales. Sous la plume de Foch³⁰, il est présenté comme étant celui qui anime la guerre, et sous la plume d'Ardant du Picq, comme « *l'instrument premier du combat* »³¹.

³⁰ Foch, Ferdinand, *Des principes de la guerre*, 1903.

³¹ Ardant du Picq, Charles, *Études sur le combat*, Paris 1978.

La conception tripolaire de l'être humain chez les penseurs civils et militaires de Première Guerre mondiale



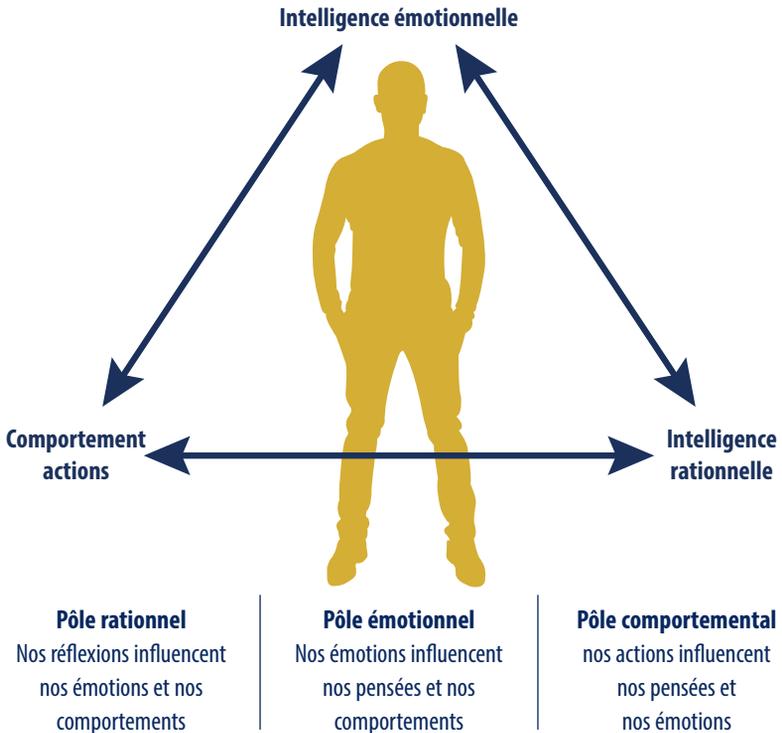
La conception sociologique de la place de l'Homme dans la guerre selon ces généraux est précisément ce que Durkheim appelle une vérité d'expérience, qui s'impose avec la force de l'évidence et devient un axiome fondamental³². Ni Foch ni Grandmaison ne sont les premiers à l'énoncer ; leurs références du XIX^e siècle – Napoléon, Clausewitz et Ardant du Picq – l'ont écrit et démontré avant eux³³. Ces approches empiriques permettent de différencier la part du rationnel et de l'émotionnel dans les réactions de l'homme au combat. Cette distinction est aujourd'hui bien connue des neurosciences et des psychologues qui décrivent

³² Durkheim, Émile, *Éducation et sociologie*, Paris, 1922, Felix Alcan, introduction, p. 4.

³³ Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxale trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

désormais cet équilibre comme se situant à l'articulation entre *rationnel, émotionnel et comportemental*. Les interactions entre ces trois pôles de la personne humaine se résument dans le schéma ci-après.

Représentation des différents pôles à l'œuvre dans l'aspect psychologique de la guerre³⁴



³⁴ Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

b. Dans la tête des soldats

La guerre lie le combat entre les hommes au combat à l'intérieur de l'homme. Ainsi que l'explique le général François Lecointre dans son ouvrage *Entre guerres*³⁵, l'enjeu moral du combattant est de continuer à se comporter en être humain en contrôlant sa part animale. Sous l'aspect psychologique, il s'agit de préserver l'équilibre de l'individu. Les forces morales ne peuvent se résumer au seul élan idéologique : « *Voilà la guerre... Je pense aux stupidités que nous avons apprises dans les livres, aux mensonges qui ont leurré notre enfance : sur le Patriotisme, la Gloire... [...] maintenant l'enthousiasme est tombé au contact de la réalité ; il n'y a plus rien que les faits, et la mort, et la souffrance et la misère de tout. Et maintenant il faut payer*³⁶ ». Simple mortel au milieu d'un maelström de violence, l'individu atteint nécessairement ses limites psychologiques et cognitives.

Chez les animaux, une agression provoque la soumission, l'agressivité ou la fuite. Chez les êtres humains il en va initialement de même³⁷, mais les armes ont modifié ces réactions. Durant la Première Guerre mondiale, en mesurant les pulsations cardiaques des soldats entre 100 m et 4 km du front, un médecin a prouvé que tous étaient touchés par la peur, quoiqu'à des degrés variables³⁸. C'est pourquoi l'importance des liens entre les hommes au combat s'exacerbe : « *L'explication d'un assaut aussi bien que le secret des paniques relève de la psychologie des foules*³⁹ ». La peur utile maintient la sensibilité en alerte et déclenche des réactions automatiques protectrices tout en préservant la capacité de jugement et de décision. La distinction entre la dimension émotionnelle et la dimension rationnelle de l'action humaine se matérialise dans des zones distinctes du cerveau. Le cerveau émotionnel, ou système limbique, régit

³⁵ Lecointre, François. *Entre guerres*. Gallimard, 2024.

³⁶ Tezenas du Montcel, Jean, *L'heure H, étapes d'infanterie*, 1960, *Economica* 2007, p.18. 37

³⁷ Laborit, Henri. *Éloge de la fuite*, 1974.

³⁸ Tezenas du Montcel, *ibid.*, p. 85.

³⁹ Grandmaison, de, Louis, *Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif*, 1908, Berger-Levrault,

le bien-être psychologique et corporel en assurant une réponse rapide et essentielle à la survie. En parallèle, le cerveau rationnel, ou néocortex, avec son cortex préfrontal particulièrement développé chez l'homme, gère l'attention, l'inhibition des instincts et le comportement social et moral, jouant un rôle clé dans la planification et la construction de l'humanité. **Ce fonctionnement cérébral traduit le compromis constant entre raison et émotion qui caractérise le comportement humain.** Les émotions agissent comme des moteurs, impulsant l'action, tandis que la raison en est la directrice, orientant cette énergie. Ce processus révèle le rôle ambivalent des émotions majeures (colère, haine, amour, peur) dans le rapport à la mort chez les combattants, où elles deviennent à la fois une force de vie et un rappel des limites humaines.

Quatre champs permettent d'agir sur la force morale du soldat. Le champ physique (puissance et rusticité des corps) se renforce par l'entraînement et l'aguerrissement. **Le champ physiologique** (résilience somatique) se densifie par une meilleure connaissance de soi, la gestion de l'alimentation et celle de son sommeil par le contrôle de la respiration, par exemple. **Le champ psychologique** (résistance et résilience de la psyché) fait l'objet tant d'études préventives, sur la surcharge cognitive par exemple, que curatives, comme la prise en compte immédiate d'un traumatisme lors des premiers secours. Enfin, **le champ métaphysique** (sens de l'action) sous-tend l'exercice de la raison pour la canalisation des émotions violentes ressenties par le combattant.

2.2. LA FORCE DU COLLECTIF

a. Conditions de l'efficacité collective

Les réflexions de Foch dans *Les principes de la guerre* l'amènent à considérer que l'efficacité du collectif militaire se fonde sur trois piliers : les forces matérielles, les forces conceptuelles, et les forces morales. Ces forces, collectives, ne sont finalement que la démultiplication des capacités individuelles par lesquelles Durkheim comme Foch caractérisent l'individu⁴⁰.

Foch considère que les *forces conceptuelles* – rationalisation de la manœuvre et de l'emploi des armes – sont efficaces lorsqu'elles sont liées dans la réflexion par la discipline intellectuelle. Elles conditionnent le **Savoir**.

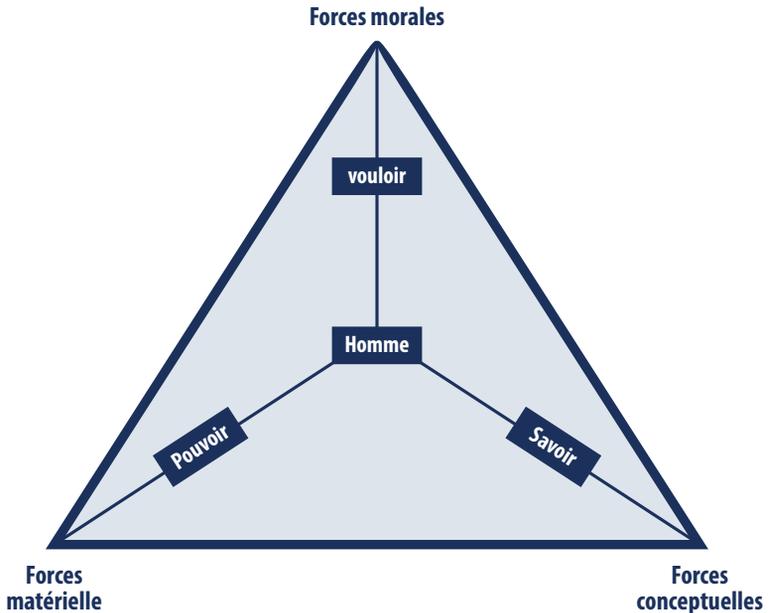
De même, les *forces morales* reposent selon lui sur les qualités du soldat français ; elles sont efficaces quand elles sont liées, face au danger, par la cohésion des unités. Elles ont pour fondement le patriotisme et conditionnent le **Vouloir**.

Enfin, les *forces matérielles* – les combattants, les armements – sont efficaces car liées dans l'action par la discipline militaire qui garantit la bonne exécution du bon geste au moment adéquat. Elles conditionnent le **Pouvoir**.

Ainsi met-il en exergue **ce triptyque : Savoir, Vouloir, Pouvoir, comme condition de l'efficacité personnelle et collective des combattants**.

⁴⁰ Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

Les trois piliers de l'efficacité du collectif militaire selon Foch⁴¹



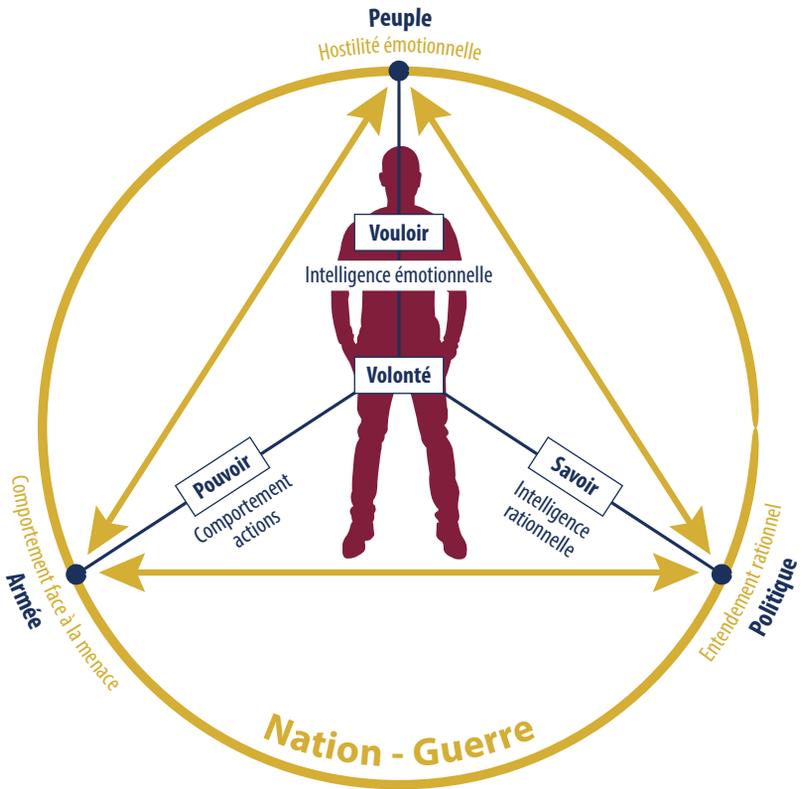
b. Place de l'individu dans le collectif

Par construction, les facultés psychologiques de l'individu peuvent être projetées dans le collectif de manière ordonnée, contribuant ainsi à la stabilité de la personne et de son environnement face au choc le plus rude qui soit : la guerre. Tout comme Foch démultiplie l'individu *physique, intellectuel et moral* dans un collectif militaire *matériel, conceptuel et moral*, Clausewitz, avant lui, a également eu la lucidité de décrire, à

⁴¹ Source de l'illustration : Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

l'échelle de la Nation, le même équilibre psychologique collectif – comportemental, rationnel, émotionnel – que celui que décrivent les psychologues de nos jours pour l'individu. Ainsi pouvons-nous procéder à l'imbrication ordonnée du citoyen dans la Nation.

Le rôle de chaque acteur dans une Nation en guerre⁴²



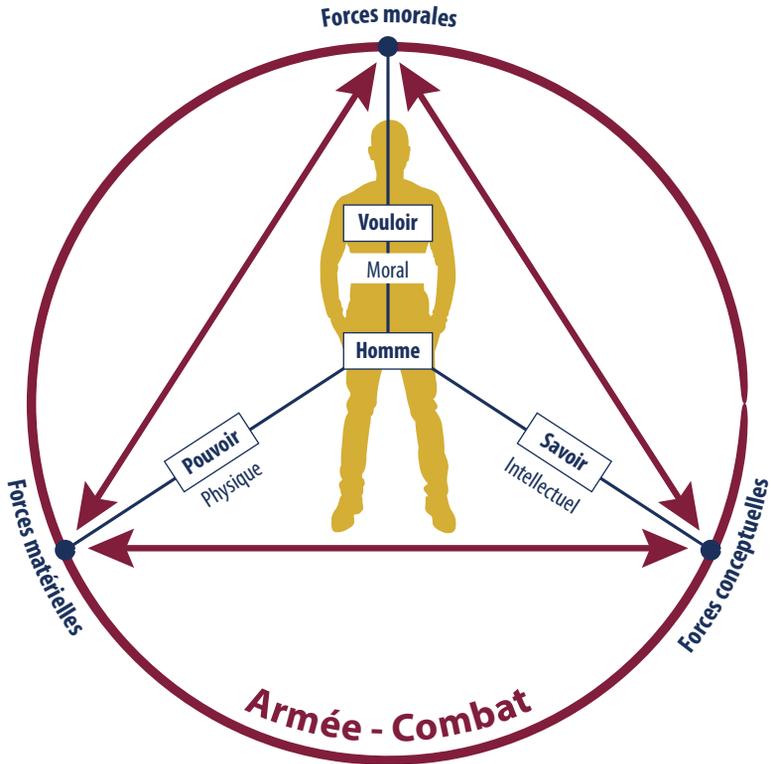
⁴² Source de l'illustration : Ibid.

Devenir soldat suppose, en plus de prédispositions innées, des capacités qui se développent au sein du collectif humain où l'individu prend racine : sa famille d'abord, sa communauté ensuite puis, par extension, sa nation. Émile Durkheim illustre l'influence de la société d'origine dans la formation du futur adulte et donc du futur soldat, lorsqu'il écrit que l'éducation doit « *développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui la société politique dans son ensemble et le milieu particulier dans lequel il doit s'insérer* »⁴³. soit, en l'occurrence, le milieu particulier des armées. C'est ainsi que nous pouvons procéder à l'intégration ordonnée du soldat au sein de la structure militaire⁴⁴.

⁴³ Durkheim, Émile, *Éducation et sociologie*, Paris, 1922, Felix Alcan, introduction, p. 3-4.

⁴⁴ *Ibid.*

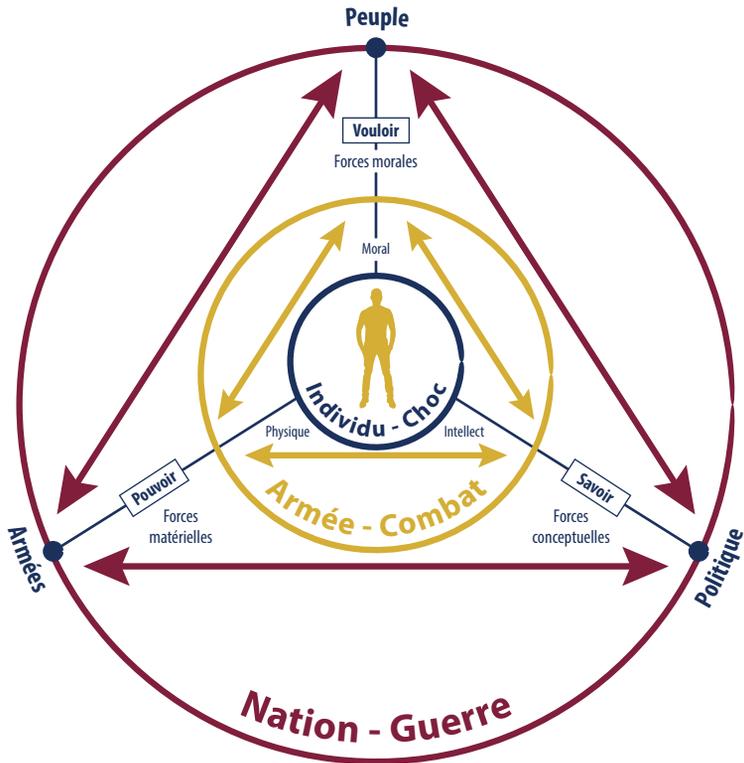
Le triptyque de la compétence – savoir, pouvoir, vouloir – au sein des forces armées selon Foch



Foch considère que le triptyque de la compétence – *savoir, vouloir, pouvoir* – s’applique à l’armée, mais qu’il est également valable dans tous types d’entreprises civiles. Ainsi, en prenant en compte d’une part l’équilibre psychologique individuel, d’autre part les piliers de l’efficacité opérationnelle d’une armée, et enfin les préceptes de la trinité de Clausewitz, tout en les imbriquant de façon cohérente par

la correspondance des pôles *rationnel, émotionnel et physique*, qui s'alignent sur les axes *du savoir, du vouloir et du pouvoir*, on obtient la représentation suivante :

L'imbrication des différents rôles et piliers au sein d'une Nation en guerre⁴⁵



⁴² Source de l'illustration : Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

Dans le système obtenu, la Nation qui s'engage dans la guerre en tant que choc des volontés est un système humain qui, pour obtenir la puissance maximale lors de ce choc contre la Nation adverse, doit détenir :

- l'énergie potentielle d'une armée bien préparée et dotée de forces matérielles, conceptuelles et morales solides ;
- l'énergie cinétique que lui donne une prise de décision politique qui serait en phase avec les citoyens, les capacités et les bénéfices attendus pour le pays ;
- l'énergie de liaison que lui donne un soutien populaire moral et matériel, avant et pendant le choc.

L'imbrication de ces « trinités » met donc en lumière un système de répartition de l'énergie équilibré en vue du choc de la guerre, de l'individu à la Nation, en passant par son système militaire. Dans ce registre, l'énergie est à comprendre comme le cumul de temps, de moyens financiers et de personnes⁴⁶.

2.3. RÉSILIENCE DE LA NATION : DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

a. Des attachements individuels à la défense collective

Ce qui permet à une société de faire face est l'unité de son corps social⁴⁷ et la cohérence de son inconscient collectif⁴⁸, autrement dit le socle de culture commune qui permet de se comprendre et de s'inscrire dans un collectif. Le rapport culturel à la mort au sein d'une société et la force de son unité conditionnent la capacité des individus

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Le corps social désigne un groupe humain vivant dans une même société.*

⁴⁸ *L'inconscient collectif désigne les fonctionnements humains liés aux représentations individuelles et collectives au sein d'un corps social.*

qui la composent à exposer leur vie pour la protéger. En effet, si le pouvoir d'ôter la vie devient, en temps de guerre, une condition de survie pour l'individu comme pour la Nation, il nécessite tout de même une justification rationnelle. Quant à périr, l'humain s'y refuse instinctivement, son cerveau limbique œuvrant à sa survie. La part rationnelle de son esprit peut accepter le sacrifice à condition qu'elle perçoive l'intérêt supérieur qui en résulte. L'assise des forces morales est donc nécessairement physique, on pourrait même dire charnelle dans l'attachement au pays, autant qu'idéologique.

Le patriotisme – entendu comme un « *attachement sentimental à sa patrie, se manifestant par la volonté de la défendre, de la promouvoir*⁴⁹ » – est un amour du pays qui s'enracine dans l'amour de ses proches. On ne peut donner volontairement sa vie que pour ce que l'on aime, qu'il s'agisse des membres de sa famille, des souvenirs émus de son enfance, ou encore des idéaux reçus au cours de son éducation qui régissent le mode de vie dans son pays.

Le rappel historique de la France face à l'épreuve de la Grande Guerre a mis en lumière la manière dont, en 1914, le patriotisme constituait le socle des forces morales françaises. De fait, si les idées politiques ou philosophiques ont toujours été sources de conflits virulents, justifiant pour certains la participation au combat, la majorité des humains n'acceptent le combat qu'en y étant contraints pour protéger les leurs. Pour le citoyen, la patrie commence par sa famille, ses proches, puis s'élargit en cercles concentriques dans son quartier, son village, sa région, bien avant d'atteindre l'horizon national.

La structure des unités militaires procure le même environnement humain au soldat. Ce dernier combat en effet au sein de la dizaine de combattants de son groupe (famille), lequel est inclus dans une section de trente soldats (quartier), elle-même appartenant à une compagnie de cent-cinquante hommes (village). Enfin, le régiment d'un millier d'hommes et son drapeau constituent l'horizon national.

⁴⁹ Dictionnaire Larousse.

Ainsi, **les relations humaines au sein des unités de combat sont-elles un miroir de l'enracinement du citoyen dans son milieu de vie.** Ce tissu humain permet la connaissance mutuelle, qui favorise la confiance à avoir lorsque l'on risque sa vie, et la *Philia*, en tant que notion d'amour-dévouement, qui soutient les hommes sur le champ de bataille. En effet, **si l'idéal patriotique motive à l'engagement, au moment de l'assaut, quand la part instinctive de l'homme prend le dessus sur sa rationalité, on agit et on combat pour celui qui est à côté de soi.** La Nation toute entière est alors concentrée dans son camarade de combat. Il devient le seul objet de la *Philia*, qui s'exprime dans les risques que l'on prend pour lui et ceux qu'il prend pour nous.

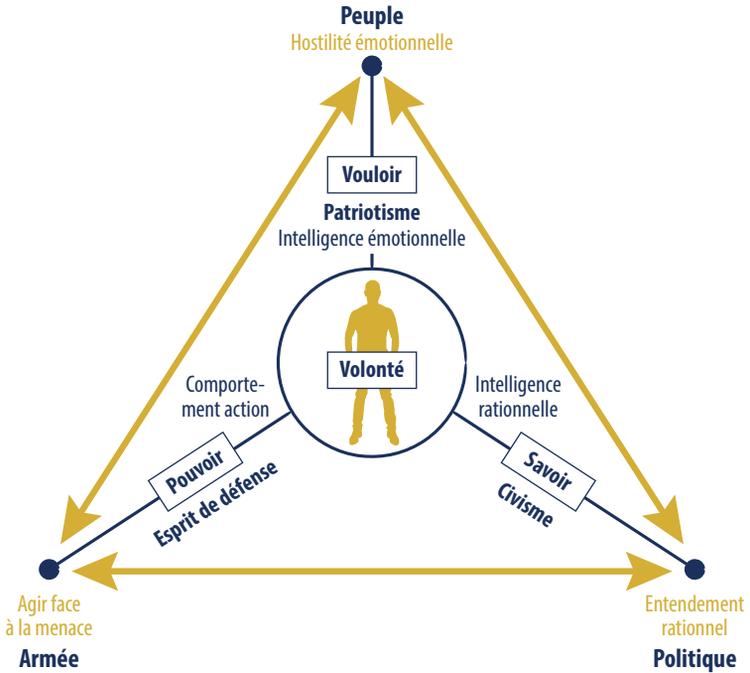
b. Rationaliser les attachements :
savoir, vouloir, pouvoir

Dans une démocratie où les opinions sont libres, ce système met en lumière l'importance de l'adhésion personnelle aux valeurs, aux décisions mais aussi à la terre, vécue comme un attachement charnel. L'individu, élément fondamental du corps social, s'intègre à un collectif qui structure ses interactions, tandis que la Nation fédère ces dynamiques. La cohésion de cet ensemble, essentielle pour que la Nation soit à même de faire face aux exigences de la guerre, repose sur trois axes :

- L'axe du **savoir** est l'axe **socio-politique** qui réfléchit la préparation de l'outil militaire, définit les buts rationnels de la guerre et contrôle son déroulement. Du point de vue militaire, il se traduit par la déclinaison du but politique en opérations militaires puis en ordres tactiques jusqu'aux plus petits échelons d'exécution. Il nécessite l'implication de tous les citoyens dans la vie politique du pays et intègre le dialogue entre les différents organes politiques.
Le savoir est donc dépendant du Civisme.

- L'axe du **vouloir** est l'axe **psycho-social** qui met en relief l'indispensable consensus national autour des valeurs communes qui régissent la vie de la société en question, et valent la peine que le soldat expose sa vie pour les protéger. Il est lié à la capacité des citoyens à saisir les menaces pesant sur leur modèle de société. Il doit répondre à la question du « pour quoi meurt-on ? ». **Le vouloir est donc dépendant du Patriotisme.**
- **L'axe du pouvoir est l'axe socio-technique qui se concrétise dans la structure militaire et industrielle du pays.** Celle-ci caractérise la volonté collective de disposer d'un outil de défense performant en lui accordant « l'énergie » nécessaire, sous la forme des crédits, matériels et masse de soldats suffisants. Elle dépend du soutien de l'ensemble de la société, tant pour œuvrer à la création des technologies nécessaires, que pour s'engager sous les drapeaux et permettre au pôle politique de voter les crédits nécessaires. **Le pouvoir est donc dépendant de l'Esprit de défense.**

L'intégration des valeurs morales des individus dans le collectif de la Nation⁵⁰



⁵⁰ Source de l'illustration : Maynie Louis-Joseph, *La Paradoxe trinité du combat, place des forces morales dans les pensées du maréchal Foch et du général de Grandmaison*, Martin Motte, M2 SHS, EPHE, 2023.

3 Savoir, vouloir, pouvoir se défendre en 2025

Si la vitalité de l'esprit de défense au sein de la population civile est difficile à objectiver en temps de paix – dans la mesure où cet esprit ne se manifeste véritablement que face à une menace existentielle – ses déterminants apparaissent toutefois affaiblis en 2024. Sur le plan immatériel, l'affaiblissement de la conscience collective des Français a fragilisé les piliers de l'esprit de défense. Sur le plan matériel, le sacrifice de pans entiers de la base industrielle et technologique de défense et la réduction de nos capacités militaires⁵¹ ont complété cet effritement.

Cette fragilisation de l'esprit de défense n'est toutefois pas une fatalité. La jeunesse montre régulièrement sa capacité de mobilisation en temps de crise, comme en témoignent l'augmentation des engagements volontaires après la période des attentats de 2015⁵² ou l'élan collectif pendant la crise sanitaire du COVID. Si cet esprit d'engagement est essentiel, il ne suffit pas à lui seul. **L'enjeu est alors de réinsuffler à l'ensemble de la société un esprit de défense en dépassant l'idée selon laquelle la défense nationale relèverait exclusivement du domaine militaire ; elle concerne au contraire chaque membre de la société.** Le pays doit pouvoir prouver à de potentiels adversaires qu'il peut compter sur la cohésion de son corps social – quel que soit l'état dans lequel ces adversaires s'imaginent qu'il se trouve et malgré leurs manœuvres pour le déliter – et qu'il est en capacité de s'organiser pour faire face, c'est-à-dire d'équilibrer le savoir, le vouloir et le pouvoir. Cet équilibre – où la stratégie politique, la conduite militaire et le soutien populaire s'alignent – est indispensable pour que la Nation soit à nouveau capable de s'engager de manière cohérente et victorieuse dans un conflit de haute intensité.

⁵¹ Institut Montaigne. *Sept dilemmes majeurs de la politique de défense française*. Juin 2023.

⁵² Depuis les attentats de 2015, la part des 18-30 ans s'engageant bénévolement est passée de 26 % à 35 % selon le sondage « Après le 13 novembre » publié en novembre 2016 par le CREDOC.

3.1. SAVOIR : PRENDRE CONSCIENCE DE LA MENACE

La guerre étant ontologiquement un choc de volontés, il est illusoire d'en évoquer la perspective sans disposer d'une volonté commune.

Or celle-ci apparaît durablement affaiblie dans un contexte où la cohésion nationale, les repères éducatifs et la conscience partagée des intérêts vitaux de la Nation sont en voie de délitement.

D'une part, sur le plan intérieur, des forces centrifuges au sein de la société conduisent, de façon non concertée mais concordante, à la désunir. Jérôme Fourquet, dans *L'Archipel français*, dresse le constat d'une fragmentation du corps social en une multitude de communautés culturelles. Ce repli sur des identités particulières, au détriment d'une identité nationale unificatrice, nourrit les revendications entre des sous-groupes considérés comme distincts de la société dans son ensemble. En parallèle, la baisse de la pratique religieuse participe de la parcellisation des communs citoyens. Une analyse des convictions religieuses des Français de moins de trente ans laisse apparaître un recul des grandes religions, qui se conjugue paradoxalement avec une augmentation de spiritualités « à la carte »⁵³. Ce constat est en cohérence avec le phénomène d'individualisation des valeurs⁵⁴ et de resserrement des cercles d'appartenance⁵⁵ observé en Occident.

L'évolution du contexte de sécurité intérieure – notamment la croissance des trafics et des violences – est un autre défi porté à la cohésion nationale dans la mesure où il remet en cause l'autorité de l'État sur certains pans de son territoire. Un rapport récent du Sénat⁵⁶ fait état d'une augmentation

⁵³ Kubacki Marie-Lucile, « Les "spirituels mais non-religieux", chercheurs de dieux tous azimuts », *La Vie*, 8 septembre 2021.

⁵⁴ Slazky Bertrand (dir.), « Évolutions sociétales et esprit de corps de l'armée de terre », *Note Analyse n° 2, Observatoire de l'armée de Terre 2035*, 11 février 2022.

⁵⁵ Fourquet, Jérôme, *L'archipel français, naissance d'une Nation multiple et divisée*, Seuil, 2019.

⁵⁶ *Rapport de la commission d'enquête du Sénat. Un nécessaire sursaut : sortir du piège du narcotrafic*. Etienne BLANC, 7 mai 2024.

des faits d'homicides liés au narcotraffic (près de 60 % de plus qu'en 2022), conduisant désormais les autorités à s'engager plus frontalement sur une réalité pourtant documentée depuis une dizaine d'années⁵⁷. Sous un autre angle, les difficultés rencontrées par l'Éducation Nationale témoignent, à leur façon, des difficultés à préparer les jeunes générations à une lecture commune de ce qui nous rassemble : contestations croissantes de l'application du principe de laïcité⁵⁸, recrudescence de la violence et du harcèlement en milieu scolaire⁵⁹, difficultés d'enseignement et chute constante de niveau des jeunes Français⁶⁰. Les repères éducatifs, essentiels à notre socle civique, paraissent fragilisés au sein d'un milieu censé pourtant en garantir l'appropriation. Ces différentes facettes de la fragmentation sociale représentent un défi de taille pour régénérer une conscience collective nécessaire à un esprit de défense partagé.

D'autre part, sur le plan extérieur, les intérêts vitaux de la France sont largement méconnus de la population. La distance croissante entre les citoyens et les réalités de la défense nationale a alimenté cette ignorance. Depuis 1945, aucune guerre n'a touché directement l'Hexagone, tandis que les conflits postcoloniaux restaient éloignés des préoccupations quotidiennes. La suspension de la conscription a fini de priver les jeunes générations de l'expérience concrète de ce que la défense du pays implique en termes d'effort physique et moral. Le débat public sur la défense reste par ailleurs largement absent, malgré l'importance de la Revue nationale stratégique de 2022 ou de la Loi de programmation militaire 2024-2030. Ce manque de visibilité des enjeux de défense dans le discours politique empêche la population de se saisir pleinement des questions régaliennes.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Selon le rapport relatif à l'application de la laïcité dans les établissements scolaires de l'enseignement public, publié par l'IGESR en novembre 2019, 931 faits d'atteintes à la laïcité ont été signalés sur la période de janvier à novembre 2018. Sur la seule période de janvier à septembre 2024, l'Éducation nationale observe plus de 2986 faits d'atteintes à la laïcité.*

⁵⁹ *Institut Montaigne. Baromètre des territoires 2025. (janvier 2025)*

⁶⁰ *L'enquête « PISA 2022 Results: Factsheets – France, OECD 2023 », constate une baisse significative du niveau des élèves français depuis les années 2000. Par rapport à sa précédente enquête de 2018, les élèves français ont perdu 21 points en mathématiques et 19 points en compréhension écrite.*

Cet affaiblissement des piliers nécessaires à un esprit de défense solide est préoccupant dans un contexte international de plus en plus hostile et alors que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont démultiplié les moyens d'action de la guerre cognitive⁶¹. Cette dernière a précisément pour objectif d'exploiter les clivages d'une société pour la fragmenter et fragiliser son esprit de défense et sa résilience. **Dans un tel contexte, fortifier l'esprit de défense national doit redevenir un objectif partagé par l'ensemble de la société française afin de faire face aux nouvelles menaces et de préserver l'autonomie stratégique du pays.** Le développement d'un esprit critique solide et une conscience collective forte réduisent l'emprise des opérations de désinformation ou de polarisation. Les « semeurs de discorde » prospèrent avant tout sur les failles de la psyché collective.

3.2. VOULOIR : SE RECONNAÎTRE DANS UNE ACCEPTATION COMMUNE DE CE QUE NOUS VOULONS PROTÉGER

Au-delà de cette nécessaire prise de conscience de la menace, **le renforcement de l'esprit de défense implique d'aboutir à une acception commune des valeurs à protéger : pourquoi agissons-nous ? Que voulons-nous protéger ? Pourquoi serions-nous prêts à donner notre vie ou à prendre celle d'autrui ?** En période de tension, la désignation de la menace permet de définir clairement ce que nous voulons protéger. Ceux qui se sentent menacés commencent par désigner un adversaire – comme ce peut être le cas actuellement pour les Scandinaves face à la Russie, pour les Israéliens face à l'Iran ou pour les Japonais face à la Chine – et ont ainsi défini des protocoles de résilience.

⁶¹ *Opérant dans l'espace cognitif, émotionnel et comportemental, la guerre cognitive est une forme de conflictualité larvée et permanente regroupant les modes d'action qui visent à influencer, manipuler et altérer les processus de pensée et de cognition ainsi que la prise de décision d'un individu ou d'un collectif humain. Imperceptibles, ces manœuvres s'insèrent entre la réalité et sa perception, créant une réalité parallèle dans le but d'amener leur cible à servir des intérêts tactiques, stratégiques, politiques ou particuliers antagonistes aux siens.*

La préparation de la population civile face aux crises : l'exemple des pays nordiques



La Suède a distribué en novembre 2024 cinq millions de brochures à ses habitants pour les sensibiliser et les préparer en cas de crise ou de guerre, alors que la menace nucléaire de la Russie se fait plus pressante. Ce livret pratique de 32 pages, conçu par l'Agence suédoise de protection civile, prodigue des conseils précis : stocker une semaine de nourriture (conserves, céréales, pâtes), prévoir au moins trois

litres d'eau par personne et par jour pour boire et cuisiner, disposer d'une radio alimentée par des piles ou à l'énergie solaire. Ce n'est pas la première fois que la Suède recourt à ce type de guide : il fut déjà distribué en 2018, lorsque les tensions sécuritaires s'étaient accrues, et en 1961, en pleine guerre froide. En 2024, le livret met désormais un accent particulier sur la possibilité d'un conflit armé. La Finlande, voisine de la Suède, a de son côté opté pour une approche numérique en lançant un site web dédié à la préparation face aux crises.

De même, en France, l'État définit des seuils de conflictualité qui lui permettent d'agir en temps de crise et d'escalader ses actions selon un protocole préalablement clairement défini. Mais des décennies de paix en Occident, l'évolution des technologies et le brouillage des frontières sur ce qui constitue de facto une crise ont quelque peu complexifié

ce « vouloir » de l'exécutif. La multiplication des Conseils de défense et de sécurité nationale de la présidence de la République (nous sommes passés de deux à trois conseils annuels à des conseils hebdomadaires depuis 2016) en est une manifestation patente. Dans ces conditions, les seuils de mobilisation de notre esprit de défense sont difficiles à évaluer. À partir de quels signaux doit-on considérer que la menace est avérée ? Est-ce à la première cyberattaque d'ampleur ? Est-ce au premier soulèvement de rue fomenté par une puissance étrangère ? Est-ce au premier rachat d'un fleuron industriel indispensable à la souveraineté nationale ? Il revient à la puissance publique de le définir et d'en informer les citoyens pour la part qui les concerne.

Mais quel que soit l'arbitrage que choisit le politique, les crises et conflits passés démontrent que l'esprit de défense repose sur un socle de valeurs partagées. C'est ce socle commun qui permet précisément l'adhésion du plus grand nombre à l'arbitrage exécutif. Lorsque l'on sait ce que l'on est, ce que l'on veut et que l'on a défini les menaces et les protocoles de réponse, les intérêts individuels peuvent momentanément s'effacer devant l'intérêt supérieur du collectif menacé. **Or, l'on peine actuellement à identifier un consensus autour des valeurs que la société française veut protéger.**

Il y a un siècle, cinq générations de Français se mobilisaient massivement pour défendre la Nation, animées par un impératif collectif de résistance à l'impérialisme étranger et de protection des valeurs culturelles auxquelles ils tenaient. Mais ce « vouloir » commun peine à émerger tant les grandes causes ne sont plus transmises par des corps intermédiaires structurés permettant la construction d'une identité⁶². Cette évolution n'est toutefois pas propre à la France et concerne de nombreuses sociétés. Même en Russie, où la culture du collectif est historiquement forte et ouverte au sacrifice patriotique, ce « vouloir »

⁶² Fourquet, Jérôme. *L'Archipel français : Naissance d'une Nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019.

peut être contesté. Ainsi, on estime qu'environ 260 000 Russes auraient quitté le pays pour le Kazakhstan lors du déclenchement de la guerre en Ukraine afin d'échapper à la mobilisation⁶³.

De même, il n'existe pas de consensus clair sur ce que les Français veulent en matière de sécurité. Si l'expression d'un besoin général de protection est largement partagée, celui-ci englobe des préoccupations diverses, allant de la sécurité publique dans les rues jusqu'à la menace d'une attaque nucléaire. La hiérarchie de ces menaces – terrorisme, immigration, islamisme, cyberattaques, changement climatique, guerres interétatiques ouvertes – révélée par les enquêtes d'opinion évolue fréquemment en fonction de la couverture médiatique qui leur est accordée. Hormis pour le terrorisme – qui reste une préoccupation constante – la notion de menace est donc floue. Cette situation souligne l'importance de différencier clairement les types de menaces et de risques afin d'éviter les confusions. Il est essentiel de distinguer ce qui relève de la sécurité intérieure, qui appelle des réponses spécifiques, de ce qui concerne la défense nationale. Un exemple pertinent est celui de Taiwan, où un débat démocratique est en cours entre la société civile, les autorités politiques et les partis d'opposition sur la manière de renforcer l'esprit de défense face à une menace existentielle réelle, incarnée par les intimidations militaires chinoises appuyant le projet d'unification politique, et faisant peser sur l'île un risque d'invasion.

⁶³ Deux vagues migratoires majeures ont marqué l'exode des citoyens russes depuis le début du conflit. La première s'est produite peu après le lancement de « l'opération spéciale », tandis que la seconde a coïncidé avec la mobilisation nationale de septembre. Bien qu'aucun chiffre officiel ne soit disponible, les estimations varient entre 200 000 et un million de départs, constituant ainsi le plus important mouvement d'émigration russe depuis 1917. Franceinfo. Guerre en Ukraine : des Russes fuient leur pays par milliers, septembre 2022.

Renforcer l'esprit de défense : l'exemple de Taïwan

À Taïwan, le gouvernement avance prudemment dans ses efforts pour renforcer la résilience de la société face aux menaces extérieures. En 2022, l'ancienne présidente Tsai Ing-wen a annoncé l'allongement du service militaire obligatoire de quatre à douze mois. Son successeur, le président Lai Ching-te, élu en 2024, a créé la Commission pour la résilience de défense de l'ensemble de la société (*Whole-of-Society Defense Resilience Committee*). Son objectif : sortir la défense nationale du contrôle exclusif des forces armées et du ministère de la Défense afin de sensibiliser la population au risque de guerre, de la préparer à résister et de renforcer sa capacité à faire face aux opérations militaires d'intimidation en deçà du seuil du conflit armé.

À Taïwan, la protection des infrastructures critiques, notamment l'énergie et les télécommunications, est un immense enjeu de résilience. L'implication des acteurs privés dans la planification de défense est donc essentielle. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a par ailleurs inspiré des initiatives issues de la société civile, telles que l'Académie Kuma et Forward Alliance, qui forment des volontaires aux premiers secours, aux évacuations et à la lutte contre la guerre de l'information.

Le gouvernement taïwanais travaille également à la création d'une force de défense civile en complément des forces de réserve, avec pour ambition de structurer l'ensemble du dispositif afin de soutenir l'armée en temps de guerre. Ces initiatives suscitent toutefois de vifs débats : l'opposition les accuse d'accroître le risque de conflit.

Sur un plan plus individuel, la volonté de se sacrifier pour autrui en cas de menace – la nature même de l'esprit de défense – ne semble plus directement orientée vers la Nation en tant qu'entité collective, mais se limite à des communautés plus restreintes. Ce concept s'appliquerait ainsi d'abord au cercle intime, notamment à la famille ou à des êtres proches. L'évaluation de cette volonté de sacrifice reste néanmoins difficile en temps de paix. Les débuts de la guerre en Ukraine l'illustrent : avant l'invasion de la Crimée, le sentiment patriotique ukrainien semblait très faible tandis que l'esprit de défense russe paraissait fort. L'invasion du pays a généré un esprit de résistance ukrainien particulièrement important. En parallèle, les soldats russes ont commencé à s'interroger sur le sens de leurs pertes humaines face à un peuple « frère ». Le choc initial n'a pas provoqué l'effondrement moral des Ukrainiens, et l'échec de l'opération spéciale n'a pas provoqué celui des Russes. Que ce soit par la capacité russe à réadapter sa stratégie au prix d'un effort logistique colossal, comme la capacité de résilience de l'ensemble de la nation ukrainienne, le retour de la guerre totale au XXI^e siècle, pour technologique qu'elle soit devenue, montre que le facteur « forces morales » y conserve la même importance qu'en 14-18.

Au regard de cette observation, on ne peut manquer de s'inquiéter pour la situation de la France. L'émergence d'un esprit de défense face à un danger majeur y paraît d'autant plus complexe que la dissuasion nucléaire écarte en grande partie la crainte d'une invasion territoriale conventionnelle⁶⁴ – à la différence par exemple de l'Allemagne qui s'inquiète grandement de la formation d'une potentielle ligne de front à sa frontière. Or percevoir la dissuasion nucléaire comme le rempart à toute menace militaire témoigne d'une évolution réductrice de la doctrine française. Les principes fondateurs de la dissuasion reposent en effet sur une articulation entre forces nucléaires et conventionnelles – ces dernières offrant une réponse graduée et proportionnée, évitant une

⁶⁴ Perrin Cédric, Todeschini Jean-Marc. « Ukraine : un an de guerre. Quels enseignements pour la France ? », Rapport d'information n° 334, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat, février 2023.

escalade immédiate vers l'emploi du feu nucléaire. Une approche exclusivement centrée sur la dissuasion affaiblit donc la capacité d'adaptation et de dialogue dans un contexte de confrontation.

Un autre facteur de vulnérabilité réside dans la manière dont la question militaire est abordée en France. Le débat se concentre principalement sur une approche institutionnelle, mettant en avant le rôle de l'armée française dans des opérations conjointes au sein de l'OTAN. En revanche, la défense territoriale face à une hypothétique attaque terrestre directe est rarement évoquée. Cette absence de considération renforce le caractère abstrait de la menace et ne favorise pas la prise de conscience citoyenne quant à une telle éventualité.

Ces divers éléments rendent incertaine l'existence d'une volonté de se sacrifier pour la Nation. Face à une menace vitale ou en période de crise aiguë, les loyautés particulières peuvent s'agréger – la pandémie de COVID étant à ce titre un exemple de solidarité spontanée dans des immeubles. L'esprit de défense peut alors renaître spontanément, lorsque la Nation est perçue comme étant en danger direct. Dans ces moments, la société retrouve instinctivement le sens de la protection de ses intérêts vitaux et des membres qui la composent.

Les menaces contemporaines, qu'elles soient environnementales, numériques ou idéologiques, ne se traduisent pas toutes par une invasion physique, mais n'en nécessitent pas moins un esprit de défense ajusté à ces nouveaux défis. Si l'on continue à penser cet esprit de défense uniquement en termes de protection contre une agression militaire classique, il devient difficile de mobiliser la société face aux menaces émergentes. Le risque d'attaques cyber organisées par des puissances étrangères contre les petites entreprises ou les petites collectivités d'un pays en est un exemple. Dans son rapport « *Cybersécurité : passons à l'échelle* », l'Institut Montaigne⁶⁵ insiste sur la nécessité d'un accompagnement pragmatique et incrémental, visant à ce que la cybersécurité devienne un réflexe collectif, au même titre

que la ceinture de sécurité ou la fermeture de sa porte d'entrée. Avec le soutien d'acteurs tels que la Gendarmerie nationale et le groupe La Poste, représentatifs de par leur présence territoriale et leurs missions de service public, ce plan propose d'accroître la sécurité de tous les maillons faibles, des PME aux hôpitaux⁶⁵ en passant par les collectivités locales, qui représentent une part importante des cibles de rançongiciels et de cyberattaques. En ce sens, il participe du réflexe de défense.

Dans un tel contexte, l'esprit de défense doit être repensé non seulement autour des valeurs partagées qui font la proximité, mais aussi en tenant compte des différentes échelles d'appartenance et des nouvelles formes de menaces. **Il ne s'agit pas seulement de défendre un territoire, mais également une idée commune du bien collectif** qui doit être suffisamment inclusive et forte pour transcender les particularismes et susciter une adhésion collective, y compris en dehors des périodes de guerre manifeste.

Il faut, enfin, noter la dynamique positive qui peut être observée au sein d'une partie de la jeunesse française : bien qu'elle se soit en partie éloignée de la sphère militaire, certains jeunes continuent de manifester un intérêt pour des valeurs de discipline et d'engagement, de sens collectif et de fierté nationale⁶⁷, jusqu'à se déclarer prêts à risquer leur vie pour leur pays s'ils y trouvent un sens⁶⁸. Cette quête de sens, en miroir inversé, se retrouve dans le succès du discours djihadiste auprès de certaines franges de la population en quête d'appartenance⁶⁹.

⁶⁵ Institut Montaigne. *Cybersécurité : passons à l'échelle*. Juin 2023.

⁶⁶ À ce titre, dans son rapport relatif à la sécurité informatique des établissements de santé paru en janvier 2025, la Cour des comptes indique qu'en 2023 10 % des victimes de cyberattaques en France étaient des établissements de santé.

⁶⁷ Belot, Céline. « Toujours plus fiers d'être Français ! Un sentiment partagé mais différencié » in Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier, Sandrine Astor (dir.), *La France des valeurs, quarante ans d'évolution*, PUG, 2019, pp. 54-59.

⁶⁸ Muxel, Anne, *Observatoire de la génération Z, Études de l'IRSEM*, 2021, p. 118.

⁶⁹ Elyamine Settoul, *Penser la radicalisation djihadiste : acteurs, théories, mutations*, PUF, 2022.

Les enquêtes d'opinion montrent une certaine disposition de jeunes Français à envisager le sacrifice pour leur pays : 57 % d'entre eux se déclarent prêts à s'engager dans les Armées en cas de guerre et 63 % à se battre en tant que civil si le pays était attaqué⁷⁰. **L'enjeu premier est donc de canaliser cet engagement, souvent centré sur des intérêts individuels ou communautaires, vers une adhésion à des objectifs nationaux seuls à même de compter – même si cette adhésion n'est plus automatique.**

3.3. POUVOIR : HIER COMME AUJOURD'HUI, S'ORGANISER AUTOUR DE 3 PÔLES

L'histoire démontre que celui qui ne prépare pas la guerre n'a pas pour autant la paix. Depuis 1945, et plus encore depuis la chute du mur de Berlin, l'évolution des sociétés occidentales a progressivement relégué au second plan l'impératif de se préparer collectivement à défendre un mode de vie. Les événements récents rappellent que la capacité de riposte face à une agression armée ne peut être improvisée et requiert une anticipation stratégique. Plus loin, la défaite de 1870 rappelle qu'une armée expérimentée et valeureuse, mais sous-dimensionnée, ne peut vaincre. Au-delà du prix humain de la guerre moderne, la victoire de 14-18 enseigne le coût d'une victoire mal négociée. La défaite de 1939 montre les conséquences sur la psyché collective d'un tel épuisement moral lorsqu'aucune des composantes de la nation en guerre n'est au rendez-vous.

Plus proche de nous, et bien avant d'envisager l'affrontement, la compétition et la contestation dans les relations économiques et diplomatiques entre États nécessitent un véritable esprit de défense. Ainsi cette défense doit-elle s'organiser de façon continue en sachant la nature des

⁷⁰ Anne Muxel, *Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement*, Étude 116, IRSEM, avril 2024, p. 73.

menaces, en voulant et en pouvant leur faire face parce que l'on s'en est rendu capable. Chacun des pôles de la nation doit se mobiliser pour faire face à la guerre possible.

a. Le rôle du politique

Le rôle du politique ne se limite pas à la prise de décision mais doit aussi se manifester en amont, dans l'organisation du discours et la gestion des ressources.

Sur le plan sémantique, les pouvoirs publics jouent ainsi un rôle prescripteur fondamental, en particulier en temps de crise lorsque les populations perdent leur capacité à hiérarchiser les menaces et à réagir de manière adéquate pour se protéger. **Un discours politique fort et incarné, exprimant clairement les enjeux et les attentes, dans la justesse et la solennité requises, redevient nécessaire.** La parole politique peut expliquer aux citoyens la nature du problème, ses conséquences et la mobilisation collective de la société qu'il appelle et qui ne saurait se limiter aux seuls militaires professionnels opérant loin des frontières nationales. Une illustration de cette capacité performative est la mobilisation immédiate des industriels navals et des militaires lors de l'attaque russe contre l'Ukraine, quand il s'est agi d'engager la force sous-marine française dans un déploiement dissuasif de grande ampleur face aux provocations russes au large des côtes françaises : toutes les parties prenantes à l'île Longue, la base bretonne de la dissuasion sous-marine française – y compris des entreprises très indirectement concernées – se sont mobilisées de manière immédiate et totale, parce que la lecture de la menace était limpide. Ce point, évident dans les milieux industriels de la défense acculturés à la chose militaire, révèle précisément les vertus de cette acculturation qui, sans questionnement et avec discipline, agit instantanément. Au-delà donc des seuls familiers du secteur, il est important

de pouvoir sensibiliser l'ensemble de la population au fait que l'esprit de défense est avant tout une disposition à la mobilisation des consciences et des corps.

Dans cette perspective, l'usage d'une terminologie adaptée dans le discours politique est essentiel. Par exemple, il est contre-productif d'évoquer « la Nation en guerre » ou de recourir à des termes tels que « réquisition industrielle » sans que les entreprises soient en mesure de répondre aux exigences d'une véritable mobilisation, notamment en termes d'identification des besoins en équipement et de commandes publiques précises. De même, la notion d'« économie de guerre » doit être utilisée avec précaution car elle implique des changements profonds dans les systèmes de production : passer d'approvisionnements en flux continu à des stocks stratégiques, assurer la résilience des chaînes d'approvisionnement, garantir une capacité de production accrue et immédiate en cas de besoin, modifier les logiques économiques de l'entreprise. La hiérarchie des menaces doit être explicitée et comprise par tous, de la propagation d'un virus au sabotage technologique des moyens de production et de communication en passant par une attaque directe sur des intérêts français, à l'étranger ou sur le territoire national. L'usage d'une sémantique guerrière inappropriée à son objet porte le risque de discréditer le discours au moment nécessaire. **La précision sémantique et la solennité de la parole régalienne s'imposent comme des éléments essentiels à la sécurité nationale, rétablissant la gravité et la clarté nécessaires** pour distinguer ces menaces et en renforcer la perception collective.

Sur le plan de la politique éducative, le développement de l'esprit critique chez les jeunes, ainsi qu'une sensibilisation accrue aux enjeux de défense, paraissent indispensables. De nombreux pays encouragent l'attachement collectif chez les jeunes : dans les pays scandinaves, des cours de premiers secours et d'autodéfense font partie des programmes scolaires ; la Suisse et l'Australie proposent des formations de cadets de défense axées sur la discipline et la résilience et, en Israël,

au-delà du service militaire obligatoire pour les filles (1 an) et les garçons (3 ans), des exercices de simulation de crise en milieu scolaire préparent les jeunes aux situations d'urgence.

En France, **le Service national universel (SNU) apparaît comme une première réponse à la nécessité d'une prise de conscience collective des enjeux de défense chez les jeunes**. Un jeune Français sur deux se dit prêt à effectuer un SNU⁷¹. Toutefois, dans un récent rapport⁷², la Cour des comptes souligne que le SNU, dont la participation repose sur la base du volontariat, fait face à des obstacles organisationnels et financiers. Ses objectifs multiples, centrés sur la résilience nationale, la cohésion sociale et l'engagement des jeunes, manquent encore de clarté pour le grand public. Le dispositif aurait rencontré plusieurs obstacles opérationnels liés à l'identification des lieux d'hébergement, au recrutement et à la rémunération des encadrants ainsi qu'à la gestion des transports et du matériel. Ces difficultés, aggravées par la crise sanitaire, ont mis en lumière une gestion non stabilisée des passations de marchés publics générant des surcoûts. Sur le plan de la gouvernance, le dispositif n'est pas parvenu à asseoir sa dimension interministérielle tandis que le rôle des acteurs locaux (collectivités territoriales et associations) est resté mal défini. Enfin, le dispositif est coûteux (2 900 € par jeune accueilli en 2022), si bien que sa généralisation à toute une classe d'âge d'ici 2027 semble peu réaliste : **le coût total du dispositif pour 850 000 jeunes pourrait atteindre 3,5 à 5 milliards d'euros, sans compter les investissements nécessaires dans les infrastructures**.

Face à ces insuffisances, le Service militaire adapté des Outre-mer constitue un modèle intéressant. Créé en 1961 et principalement destiné aux jeunes en situation de décrochage scolaire ou sans emploi, ce dispositif propose un parcours structuré qui combine une formation

⁷¹ Muxel Anne, *Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement*, Étude 116, IRSEM, avril 2024, p. 71.

⁷² *Cour des comptes. Le service national universel : un premier bilan, cinq années après son lancement. (2024).*

professionnelle adaptée, un encadrement militaire et des stages en entreprises. Le SMA vise à renforcer la résilience personnelle et le savoir-être, en instaurant une discipline et des valeurs de respect, tout en préparant les jeunes à des métiers spécifiques selon les besoins locaux. Le modèle encourage également la mobilité en facilitant les parcours d'insertion dans d'autres territoires, favorisant ainsi l'autonomie et l'intégration durable de ses participants dans la société. Environ 6 000 jeunes se portent volontaires par an – son coût (36 000 € par jeune accueilli) reste néanmoins à mieux maîtriser⁷³.

D'autres initiatives tout aussi pertinentes mais moins coûteuses ont également démontré leur efficacité. Les classes de défense, en particulier, jouent un rôle clé dans le renforcement du lien entre les armées et la nation.

Le dispositif des classes de défense

Les classes de défense sont des projets pédagogiques initiés par des établissements scolaires en partenariat avec une entité maritime du ministère des Armées. Elles permettent aux élèves de découvrir les acteurs, les enjeux, l'histoire et le patrimoine de la défense à travers des rencontres avec des militaires et des activités variées : visites de lieux de mémoire, journées dédiées aux métiers de la défense, ateliers thématiques, etc. Ce programme sensibilise les élèves aux enjeux de défense et de sécurité tout en transmettant les valeurs fondamentales de la République, en promouvant la culture de l'engagement citoyen et en approfondissant la compréhension des institutions régaliennes.

⁷³ *Cour des comptes. Le service militaire adapté (SMA) : de bons résultats d'insertion, des coûts à maîtriser. (2019).*

Accessible aux classes de collège (principalement en 4^e et 3^e) ainsi qu'aux lycées généraux, technologiques et professionnels, ce dispositif a été créé en 2005 dans l'académie de Nice dans l'objectif de renforcer le lien entre les armées et la jeunesse, distendu depuis la suspension de la conscription en 1997. Bien que les classes de défense aient initialement ciblé des établissements situés en réseaux d'éducation prioritaire (REP, REP+) ou en zones rurales isolées, leur succès a conduit à leur adoption par une diversité croissante d'établissements. Avec plus de 475 classes de défense impliquant 11 875 élèves et plus de 200 entités des armées, le dispositif s'étend aujourd'hui sur l'ensemble du territoire⁷⁴. Dans le cadre du plan Ambition armées-jeunesse 2022, l'objectif est de doubler ce nombre pour toucher encore davantage de jeunes.

Il apparaît donc urgent d'identifier les outils les plus pertinents de mobilisation et de formation de la jeunesse afin de les mettre pleinement au service du renforcement de l'esprit de défense.

b. Le rôle du militaire

Au rôle du politique vient s'adjoindre naturellement celui du militaire. **Les armées françaises constituent un pôle de stabilité essentiel dans le renforcement de l'esprit de défense.** La solidité de l'appareil militaire reste un pilier fondamental de toute défense nationale, assurant la sécurité du territoire et la protection des citoyens contre les menaces extérieures. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013

⁷⁴ Direction du service national et de la jeunesse. *Classe de défense – La jeunesse au cœur de la défense.* (Vade-Mecum 2022).

rappelle que la préparation adéquate des forces armées est indispensable face à l'éventail croissant de menaces, allant des conflits conventionnels aux attaques asymétriques. En ce sens, les forces armées incarnent la capacité d'un État à faire face à ces défis.

Si les éléments de Clausewitz restent valables, force est de constater que ce qui est demandé aux armées aujourd'hui relève d'un changement profond de doctrine et d'organisation, tant le regard porté sur leur engagement a évolué ces dernières décennies. Pourtant, il est bien dans leurs attributions d'adapter leur modèles d'engagement aux réalités nouvelles pour « gagner la guerre ». Au titre de l'esprit de défense, plusieurs éléments doivent être particulièrement regardés. Le premier est la solidité intrinsèque de nos armées ; le deuxième a trait aux moyens alloués ; le troisième au rayonnement possible au sein de la population civile.

La question de l'opportunité de l'engagement militaire, temporaire ou professionnel, a longtemps fait l'objet de débats au sein des familles, notamment du temps du service militaire. Certes, la discipline militaire, centrée sur l'obéissance et l'exécution rapide des ordres, contraste avec les valeurs de participation et de délibération promues aujourd'hui dans la société civile et les forces de contestation propres à l'exercice démocratique. À cette problématique s'ajoute le statut unique des militaires, qui inclut l'autorisation d'utiliser la force. Cela crée une certaine distance avec l'engagement civique que chaque citoyen est appelé à incarner. Cette singularité militaire est une déclinaison légale de la distinction faite entre la force morale du soldat et l'esprit de défense du citoyen. Si les armées ne peuvent donc pas remplacer l'éducation civique des jeunes, elles deviennent néanmoins une solution pour certains d'entre eux – notamment ceux issus de milieux défavorisés qui voient dans l'armée un moyen d'ascension sociale par le mérite. Par ailleurs, l'évolution sociologique des couples, l'engagement des conjoints dans des carrières professionnelles dynamiques ainsi que l'attention à la qualité de l'accès à l'enseignement pour les enfants s'accroissent

mal de certaines sujétions militaires (disponibilité, mobilité statutaire)⁷⁵, conduisant à des démissions des jeunes officiers. Une réflexion s'impose donc sur le modèle d'organisation et de gestion des ressources humaines dans cette nouvelle configuration sociale.

Sur un plan plus opérationnel, malgré leur compétence et leur solide expérience éprouvée sur de nombreux théâtres d'opérations, les armées françaises sont sujettes à un manque de matériel, compromettant ainsi leur capacité à soutenir une guerre de haute intensité.

Les manques constatés au sein des forces armées françaises soulignent les conséquences de six décennies de réduction budgétaire. Depuis l'an 2000, 54 000 postes ont été supprimés dans les Armées, entraînant la dissolution d'un régiment sur deux dans l'armée de Terre et la fermeture de 11 bases aériennes⁷⁶. La disponibilité de certains équipements, comme les chars Leclerc, est inférieure à 50 %, tandis que les stocks de munitions sont si limités qu'ils ne permettraient que quelques jours de combat de haute intensité⁷⁷. Cette situation affecte l'ensemble des branches de l'armée : dans l'armée de l'air, des capacités essentielles, telles que les drones de combat, sont totalement absentes, et certains matériels, comme les hélicoptères Gazelle et Puma ou l'avion-radar E3-F (AWACS), sont obsolètes. La Marine nationale, quant à elle, a vu sa capacité chuter de 311 000 tonnes d'acier en mer dans les années 1980 à 287 000 tonnes en 2019, soit environ un sixième de capacité à la mer en moins⁷⁸. Comme l'ont souligné plusieurs notes récentes de l'Institut Montaigne⁷⁹, ces insuffisances révèlent l'urgence d'une modernisation profonde pour garantir l'opérationnalité des forces armées à affronter des conflits prolongés, tout en répondant aux défis stratégiques

⁷⁵ 16^e rapport thématique sur la mobilité (2022) et 17^e rapport thématique sur les officiers (2023) du Haut Comité d'Évaluation de la Condition Militaire (HCECM).

⁷⁶ Audition à l'Assemblée nationale de M. Lecornu, 14 octobre 2024.

⁷⁷ Assemblée nationale. Stocks de munitions, Rapport d'information n° 865 (2023), déposé le 15 février 2023.

⁷⁸ Audition à l'Assemblée nationale de M. Lecornu, 14 octobre 2024.

⁷⁹ Institut Montaigne. Défense française : ajuster nos efforts, juillet 2022.

Institut Montaigne. Sept dilemmes majeurs de la politique de défense française, juin 2023).

actuels. Cette nécessité se heurte pourtant à l'état dégradé des finances publiques françaises, si bien que la loi de programmation militaire 2019-25 ne prévoit pas d'accroissement du budget de défense au-delà des 2 % du PIB. À l'inverse, l'Allemagne s'est engagée dans une modernisation rapide de ses forces armées et a porté son effort de défense à plus de 2 % de PIB dès 2024 – soit une hausse de près de 40 % en deux ans.

Six décennies de baisse du budget des armées

(Évolution des dépenses militaires en pourcentage du PIB)



Source : OCDE.

Dans la même logique, l'industrie de l'armement française, façonnée par des décennies de sophistication à des fins de polyvalence et d'économie de moyens, n'apparaît pas encore apte à fournir les volumes et moyens nécessaires à un combat de haute intensité. L'industrie manque de capacités de passage à l'échelle pour répondre à des besoins massifs en cas de conflit prolongé. Alors que des acteurs internationaux comme la Turquie ou l'Inde dominent les marchés de volumes d'équipement militaire, la France continue de privilégier des solutions *high-tech* sur des stocks réduits, avec des coûts de travail élevés. Cette situation est le résultat d'une doctrine où la cohérence est privilégiée au détriment

de la masse, dans un contexte de choix contraints. Si la dissuasion nucléaire et l'engagement expéditionnaire des armées ont longtemps justifié l'hyper-sophistication des équipements au détriment de leur volume, de leur rusticité et de leur robustesse, les évolutions géopolitiques actuelles appellent sans aucun doute à une révision de ces choix et des moyens alloués. C'est sans doute l'objet de la revue nationale stratégique portée par le SGDSN pour 2025.

Le prestige de nos armées doit être un vecteur de rayonnement dans la population civile. **Les armées françaises suscitent au sein de la population une forte adhésion, condition essentielle à la formation de l'esprit de défense.** Leur rigueur, leur capacité de protection et leur engagement sont largement salués : en octobre 2023, près de 9 Français sur 10 déclaraient avoir confiance en nos militaires⁸⁰. L'opération Sentinelle déclenchée en 2015 suite aux attentats islamistes a, en particulier, acculturé les Français à voir patrouiller des soldats en armes dans les rues de leurs villes. Surtout, elle a incarné ce signal de l'armée protectrice – quand bien même les limites juridiques de leur déploiement n'étaient pas si évidentes à comprendre, une armée n'étant pas, par définition, une force de police⁸¹.

Aujourd'hui, la diffusion des réflexes inhérents à l'esprit de défense suppose donc de renforcer le lien entre les armées et la population, en particulier les jeunes. Le doublement annoncé des effectifs de la réserve opérationnelle, qui devrait atteindre 80 000 réservistes d'ici 2030, contre 40 000 aujourd'hui⁸², constitue une première étape importante pour mieux ancrer les citoyens dans les enjeux de défense. Les réservistes, véritables charnières entre l'armée et la population, jouent

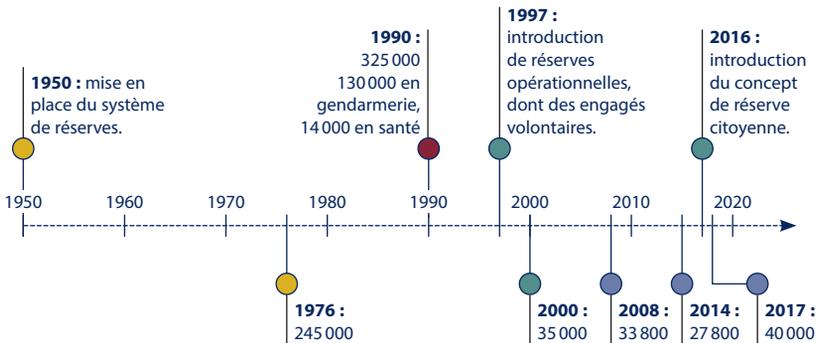
⁸⁰ IFOP, *Les Français et l'engagement patriotique*, octobre 2023.

⁸¹ *La gendarmerie constitue une exception : force militaire, elle opère sous l'autorité du ministère de l'Intérieur pour des missions de sécurité publique tout en restant mobilisable pour des missions de défense. Cette spécificité découle de son double statut, permettant d'intervenir dans des situations requérant des capacités militaires tout en assurant un rôle de sécurité intérieure.*

⁸² *Loi n° 2023-703 du 1^{er} août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.*

un rôle clé dans la diffusion et l'incarnation de l'esprit de défense à travers tout le pays. Que ce soit lors de crises sanitaires, environnementales ou militaires, telles que l'opération Sentinelle, les réservistes et le Service militaire adapté (SMA) sont régulièrement mobilisés.

Évolution connue des effectifs de réserve depuis 1945



Sources : ● Michel Mifsud, *La Nation française en armes : l'officier de réserve de l'armée de Terre*, Édition armée de terre, vers 1990 (thèse publiée ensuite). ● Joseph Muller, *L'histoire des réserves en France de 1124 à Armées 2000*, Muller, 1992. ● Rapports du Sénat. ● Autres sources institutionnelles.

c. Le rôle de la société civile

Bien que l'appareil militaire soit un pilier essentiel, ce n'est donc pas à lui seul que revient la tâche de garantir la diffusion et l'appropriation de l'esprit de défense au sein de la population. La force morale des armées doit être complétée par un engagement civique qui favorise l'implantation durable d'un esprit de défense dans les mentalités. À cet égard, les entreprises et les associations jouent un rôle fondamental

dans la promotion et la diffusion de l'esprit de défense au sein de la société. **Or les mécanismes existants pour diffuser l'esprit de défense dans la société civile sont encore sous-utilisés.** Des structures comme les pompiers bénévoles, les correspondants défense (élus chargés d'informer les autorités locales sur les enjeux de défense) et la Garde nationale offrent un potentiel important de maillage territorial, mais elles restent mal exploitées pour promouvoir l'esprit de défense. Renforcer ces mécanismes, en particulier dans les régions éloignées des centres militaires traditionnels, est une priorité pour diffuser plus largement la culture de défense dans l'ensemble du pays.

Le rôle de la société civile dans le renforcement de l'esprit de défense : l'exemple de la Garde nationale

La Garde nationale joue en un rôle majeur dans la mobilisation des forces de sécurité et la mise en place d'une perméabilité entre milieux militaires et civils. Elle signe régulièrement des conventions avec des entreprises, des collectivités et des universités, facilitant ainsi l'engagement civique dans le cadre professionnel⁸³. Ses nombreuses interventions participent également de cette symbiose. Non seulement elle protège les lieux démocratiques institutionnels et intervient dans des opérations antiterroristes, mais elle est aussi mobilisée lors de crises multiples telles que le cyclone Irma qui a touché Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2017, les feux de forêt, les débordements des gilets jaunes ou encore les pandémies sanitaires. L'engagement sur ces divers fronts ne peut se faire sans le soutien actif des entreprises,

⁸³ Sénat. « Garde nationale » : une réserve militaire forte et territorialisée pour faire face aux crises, Rapport d'information n° 793 (2015-2016), déposé le 13 juillet 2016.

qui sont, à ces occasions, de véritables partenaires de la sécurité nationale. Par exemple, les employeurs, publics comme privés, concourent à la défense nationale dans la mesure où ils sont tenus d'accorder des autorisations d'absences annuelles à tout salarié exerçant des missions de réserve⁸⁴.

Par ailleurs, les entreprises extérieures au secteur de la défense peuvent tendre à accorder une place secondaire aux enjeux de sécurité – un phénomène alimenté par le désengagement progressif d'investisseurs vis-à-vis des industries de défense et des technologies sécuritaires sous l'influence de nouvelles orientations en matière d'investissement responsable. Cette évolution a contribué à un changement de paradigme où les entreprises, focalisées sur leur développement économique et leurs engagements sociétaux, peuvent parfois sous-estimer l'importance d'un environnement stable et sécurisé pour leur propre prospérité. Ce décalage souligne la nécessité d'un équilibre entre ambition économique, engagement sociétal et prise en compte des impératifs de sécurité collective.

Loin de s'en désintéresser, les entreprises gagneraient donc à se penser comme un relai de l'esprit de défense, en particulier à destination de leurs salariés, ne serait-ce que dans leur intérêt de moyen terme. Le travail, en tant qu'acte social, véhicule des valeurs essentielles comme l'effort et le civisme, qui sont les principes fondateurs d'un véritable esprit de défense. En cultivant ces valeurs dans le cadre professionnel, les entreprises contribuent à renforcer l'engagement de leurs employés envers un collectif plus large. Les jeunes générations, en quête de sens, trouvent parfois dans leur rapport au travail un écho à leur désir d'engagement citoyen. Les entreprises l'ont bien senti qui,

⁸⁴ Article L. 3142-89 du Code du travail.

pour attirer et conserver les talents, se donnent des missions sociétales (au-delà de leur seul objet de création de richesses) afin de rassembler et d'unir sur une intention d'utilité sociale et des valeurs affichées ; au vu des évolutions géopolitiques récentes, il apparaît désormais nécessaire de voir dans l'esprit de défense une de ces valeurs.

Au-delà de la recherche de valeurs communes, le réel est aussi un facteur de sensibilisation accrue. **Les grandes entreprises, confrontées à des risques croissants tels que les cyberattaques et les contraintes géopolitiques, développent des mécanismes de gestion des risques qui renforcent la résilience collective.** Cette régulation interne, fondée sur des pratiques codifiées et des systèmes de prévention, permet de créer une véritable culture sécuritaire parmi les employés. En apprenant à gérer les défis externes, les salariés intègrent une forme de préparation collective face aux menaces, ce qui renforce leur lien avec la défense nationale. Ainsi, les entreprises, par leur gestion des risques et leur organisation interne, participent activement à la diffusion de l'esprit de défense dans la société. C'est donc un levier important à mobiliser et qui pourrait faire l'objet d'une réflexion dédiée de la part des acteurs publics et privés dans une logique d'anticipation des menaces et de renforcement des liens sociaux. D'autres pays le font déjà avec succès comme indiqué plus avant.

En parallèle et en complément des entreprises, le tissu associatif joue un rôle important par son action veillant à intégrer des individus dans un collectif partageant des valeurs communes. Les associations d'insertion sociale, par exemple, portent ainsi un potentiel significatif pour insuffler l'esprit de défense dans des segments de la population éloignés de l'emploi, qui se sentent souvent marginalisés, en revivifiant chez ces dernières un sentiment d'engagement. Cette dynamique est d'autant plus précieuse lorsque le tissu familial de l'individu concerné est fragilisé. **En offrant à des individus isolés ou éloignés du marché de l'emploi l'opportunité de se sentir appartenir à un collectif, elles revivifient un sentiment d'engagement.**

Le réseau « Cuisine Mode D'emploi(s) », un exemple d'insertion sociale par le tissu associatif

L'école Cuisine Mode d'Emploi(s), fondée par le chef étoilé Thierry Marx en 2012, propose une formation rapide, qualifiante et gratuite aux métiers de la restauration. Destinée aux adultes éloignés de l'emploi (demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, anciens détenus), cette formation intensive de 12 semaines (8 semaines de cours et 4 semaines de stage) permet d'obtenir un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) reconnu par l'État.

Financée par un mélange de fonds publics, privés et d'auto-financement, l'école attire un large public avec une moyenne d'âge de 35 ans et une diversité de parcours. La sélection est stricte : les candidats doivent prouver leur motivation et leur engagement professionnel. Le programme met l'accent sur la rigueur, l'engagement et la régularité, enseignant 80 gestes techniques et 90 recettes.

Avec 94 % de taux d'insertion professionnelle en moins de deux mois, CME comble un vide en formant des professionnels opérationnels rapidement, répondant aux besoins d'un secteur sous tension. Fort de son succès, le concept s'est étendu avec de nouvelles écoles en province et des formations diversifiées (boulangerie, service en salle).

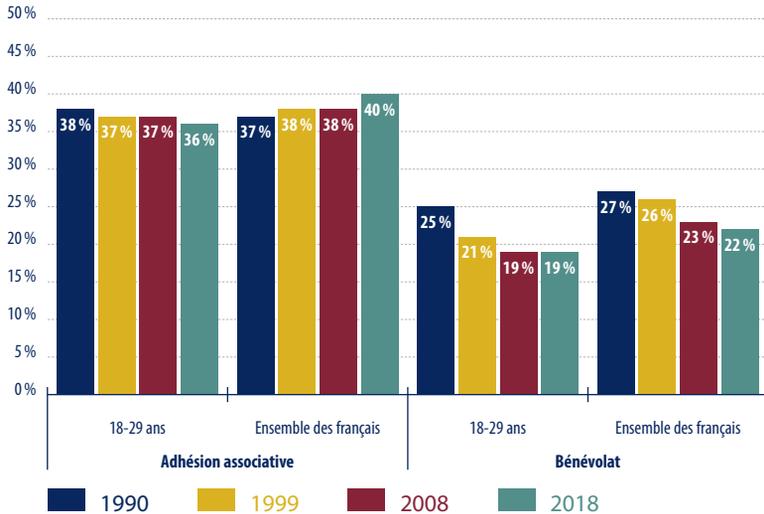
Les associations sportives jouent également un rôle majeur dans l'intégration des jeunes à un collectif, indispensable à la naissance d'un esprit de défense. Le sport, en particulier, véhicule des valeurs indispensables à la cohésion nationale (discipline, dépassement de soi, loyauté), tout

en renforçant les liens sociaux. Il faut alors veiller à ce qu'il ne devienne pas un vecteur de communautarisme et de violence – comme en témoignent les rixes à l'issue de compétitions sportives – mais bien un engagement pour l'esprit d'équipe et la force du collectif.

Enfin, rares mais précieuses, les associations de jeunes étudiants intéressés par les questions de défense, telles que les jeunes IHEDN ou la fédération ATLAS, œuvrent à faire connaître ces sujets parmi la jeunesse et s'impliquent fortement dans le soutien aux actions des armées au sein de la société civile. Ainsi, le 11 février 2025, ces deux associations se sont associées pour transformer un colloque sur le thème de la France face à la guerre en un *wargame* qui a permis à tous les participants de s'impliquer et de comprendre la nécessité de l'esprit de défense. Certains chefs d'entreprise participant à ce colloque ont témoigné de leur prise de conscience à l'issue de cette journée et déclaré vouloir incorporer l'aspect défense à leur activité.

L'engagement collectif, que ce soit dans le milieu professionnel ou à travers des initiatives associatives, permet de faire émerger des citoyens responsables, capables de comprendre et de soutenir les enjeux de la défense nationale. Si l'engagement associatif et bénévole se maintient à un haut niveau, il décline légèrement chez les jeunes générations depuis 1990 (cf. graphique suivant) et se disperse dans de nombreuses causes catégorielles, ne permettant pas de consolider un esprit de défense générationnel. Il est néanmoins impératif de mobiliser ces acteurs pour diffuser plus largement une culture de résilience, capable de faire face aux menaces contemporaines.

Un engagement associatif et bénévole chez les jeunes en léger déclin depuis 1990, tout en se maintenant à un haut niveau



Champ : population âgée de 18 ans et plus résident en France.

Lecture : 38% des Français de 18-29 ans déclaraient en 1990 être adhérents d'une association.

Source : Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), enquête Valeurs.

Si *vis pacem para bellum*⁸⁵. Au IV^e siècle, Flavius Vegetius énonce la nécessité impérieuse pour les militaires d'être suffisamment entraînés, disciplinés et aguerris pour faire face aux menaces. Cette maxime, visant initialement la défense militaire, s'étend aujourd'hui à d'autres formes de confrontation, qu'il s'agisse de rivalités économiques, de compétitions technologiques ou de luttes pour l'influence géopolitique. La logique demeure : **la paix requiert une préparation rigoureuse.**

Les considérations de cette note soulignent avant tout **la nécessité de redevenir une Nation résiliente, que ce soit grâce à la crédibilité de notre dissuasion ou à la capacité de notre peuple à résister et combattre – l'une n'allant pas sans l'autre.** Cette résilience, qui nécessite un esprit de défense, est aujourd'hui questionnée. Les trois attributs nécessaires à son avènement – savoir, vouloir, pouvoir – font défaut à la Nation. Sur le plan physique, l'allongement de l'espérance de vie est allé de pair avec une dégradation de la condition physique de la population : en France, la moitié des adultes sont en surpoids et un sur cinq sont en situation d'obésité⁸⁶. Sur le plan du savoir, la baisse de la connaissance de la chose militaire est aussi le fruit de décennies de paix intérieure, associée à la perte des repères sociaux qui enracinent le collectif. Par ailleurs, le politique a largement désinvesti les questions de défense, ne les abordant qu'épisodiquement et souvent à des fins partisans. Dans le contexte des attentats, le principe de précaution a influencé d'autres décisions à portée symbolique, accentuant le décalage entre le sens du devoir et sa perception publique⁸⁷. **L'histoire, et en particulier l'histoire récente, montre que les nations ne sont plus capables de se protéger et de vaincre lorsque cet esprit de défense**

⁸⁵ *Vegetius, Flavius. Epitoma rei militaris (De re militari), IV^e siècle.*

⁸⁶ *Institut Montaigne. Fracture alimentaire: maux communs, remède collectif, octobre 2024.*

⁸⁷ *Pour exemple, la polémique au sujet de l'expression « victime de son héroïsme » initialement employée sur la plaque commémorative d'Arnaud Beltrame, dans le jardin à son nom, dans le 3^e arrondissement de Paris.*

est déliquescent. *A contrario*, quand il est vivace, il permet de s'organiser pour résister.

La fin du XX^e siècle a consacré un modèle de défense dans lequel l'armée professionnelle se suffisait à elle-même. **Or, le modèle actuel d'armée d'active et de réserve ne semble plus suffisant en termes de volume et de compétences au regard de la transformation en nature et en degré des menaces.** Sur le plan économique, le modèle de conception et de production des équipements militaires et civils de défense est de plus en plus remis en cause, dans ses principes et son exécution budgétaire. Le coût des matériels sophistiqués (200 000 euros pour un missile moyenne portée, 800 millions d'euros pour une frégate, 8 millions d'euros pour un char et 70 millions d'euros pour un avion de combat, plusieurs milliards d'euros pour un sous-marin) qui se comprenait dans une logique d'emploi ciblé et de cycles longs de développement ne tient plus dans une logique de combats quotidiens qui exigent du volume, de la flexibilité et de l'innovation continue. Le déficit économique de la France fait ainsi peser une incertitude sur la capacité de la nation à s'armer à la hauteur des défis qui l'attendent.

La nature des conflits et l'attrition qu'elle fait peser sur les ressources de nos sociétés modernes appellent un changement de paradigme. L'hybridation des combats qui floute de plus en plus les frontières entre militaire et civil, public et privé, exige que l'esprit de défense de la société toute entière soit réel et organisé. Les guerres en Ukraine et au Proche-Orient montrent crûment que la violence des conflits surgit brutalement dans le quotidien des civils. Les conflits jusque-là circonscrits à des combats locaux ont désormais des retentissements mondiaux. Les seuils nucléaires fluctuent au gré des situations tactiques – qu'elles réagissent à des déclarations politiques ou à des pertes humaines, comme nous le constatons en Russie actuellement.

Trois décennies à peine après la chute du mur de Berlin, alors que les dividendes de la paix semblent épuisés, l'Europe se retrouve face à un mur d'une autre nature : celui des impératifs nécessaires pour ne pas subir la guerre. En France comme dans chaque pays membre, l'État doit donc restaurer l'effort collectif en adaptant ses capacités et mesures aux réalités de notre époque. **La revivification d'un esprit de défense en France soulève ainsi une question centrale : celle de la ressource humaine de défense, militaire mais aussi civile. Comment instruire sans inquiéter, mobiliser sans contraindre, engager le collectif sans sacrifier l'individuel ? Voilà l'impérieuse nécessité qu'il nous faut désormais traiter. Elle est l'affaire de tous.**

Cette note d'enjeux est le fruit de recherches approfondies et d'échanges nourris, notamment lors de sept ateliers réunissant des experts de haut niveau et des entreprises directement confrontées à ces enjeux. Ce groupe rassemblait des profils variés issus des secteurs public et privé, avec une forte concentration de hauts responsables dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la stratégie (officiers supérieurs des armées, cadres d'entreprises industrielles et technologiques, experts en intelligence économique et en protection), ainsi que des représentants du monde académique et du secteur associatif.

L'Institut Montaigne remercie l'Armée de Terre pour le partenariat fructueux qui a rendu possible cette note.

L'auteur tient à remercier **Marie-Pierre de Bailliencourt**, directrice générale de l'Institut Montaigne, pour son soutien tout au long de la rédaction de cette note. Il remercie également **Nicolas Laine, Augustin Motte, Cédric Ménissier, Nicolas Masson, Hortense Miginiac et Brian Ndungo Quiassata** pour leur relecture attentive

*L'Institut Montaigne vous propose de contribuer
à la réflexion sur ces enjeux afin d'élaborer
collégalement des propositions au service
de l'intérêt général.*





Institut Montaigne
59 rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
[*institutmontaigne.org*](http://institutmontaigne.org)

Imprimé en France
Dépôt légal : mars 2025
ISSN : 1771-6756

ABB France	Dassault Systèmes	Jeantet Associés	RATP
AbbVie	Delair	Johnson & Johnson	Renault
Accenture	Deloitte	Jolt Capital	Ricol Lasteyrie
Accor	De Pardieu Brocas	Katalyse	Rivolier
Accuracy	Maffei	Kea	Roche
Actual Group	Domia Group	Kearney	Roche Diagnostics
Adeo	Edenred	KPMG S.A.	Rokos Capital
ADIT	EDF	Kyndryl	Management
Air Liquide	EDHEC Business	La Banque Postale	Rothschild & Co
Allianz	School	La Compagnie	RTE
Amazon	Edmond de	Fruitière	Safran
Amber Capital	Rothschild	LCH SA	Sanofi
Amundi	Ekimetrics France	Lenovo ISG	SAP France
Antidox	Engie	Linedata Services	Schneider Electric
Antin Infrastructure	EQT	Lloyds Europe	ServiceNow
Partners	ESL & Network	L'Oréal	Servier
ArchiMed	Eurogroup	LVMH - Moët-	SGS
Ardian	Consulting	Hennessy - Louis	SIER Constructeur
Arqus	FGS Global	Vuitton	SNCF
Arthur D. Little	Forvis Mazars	M.Charraire	SNCF Réseau
AstraZeneca	Getlink	MACSF	Sodexo
August Debouzy	Gide Loyrette Nouel	Média-Participations	SPVIE
AXA	Gigalis	Mediobanca	SUEZ
AXA IARD	Google	Mercer	Synergie
A&O Shearman	Groupama	Meridiam	Teneo
Bain & Company	Groupe Bel	Microsoft France	The Boston
France	Groupe M6	Mitsubishi France	Consulting Group
Baker & McKenzie	Groupe Orange	S.A.S	Tilder
BearingPoint	Hameur et Cie	Moelis & Company	Tofane
Bessé	Henner	Moody's France	TotalÉnergies
BNP Paribas	Hitachi Energy	Morgan Stanley	TP ICAP
Bolloré	France	Natixis	Transformation
Bouygues	Hogan Lovells	Natural Grass	Factory
Bristol Myers Squibb	Howden	Naval Group	Unicancer
Brousse Vergez	HSBC Continental	Nestlé	Veolia
Brunswick	Europe	OCIRP	Verian
Capgemini	IBM France	ODDO BHF	Verlingue
Capital Group	IFPASS	Ondra Partners	VINCI
CAREIT	Incyte Biosciences	Optigestion	Vivendi
Carrefour	France	Orano	Vodafone Group
Chubb	Inkarn	PAI Partners	Wavestone
CIS	Institut Mérieux	Pelham Media	Wendel
Clariane	International SOS	Pergamon	White & Case
Clifford Chance	Interparfums	Polytane	Willis Towers Watson
CNP Assurances	Intuitive Surgical	Publicis	France
Cohen Amir-Aslani	Ionis Education	PwC France &	Zurich
Conseil supérieur du	Group	Maghreb	
notariat	iQo	Qualisocial	
D'Angelin & Co.Ltd	ISRP	Raise	

La résurgence d'un conflit majeur aux portes de l'Europe questionne la résilience de sociétés longtemps convaincues d'être à l'abri de la guerre et des sacrifices qu'elle implique. L'esprit de défense, moteur psychologique de la résilience nationale, repose sur la capacité des citoyens et des institutions à converger dans une volonté commune à affronter une menace. Avant les armes et la dissuasion nucléaire, la première ligne de défense reste celle des citoyens et entreprises prêts à participer à un effort de guerre au nom d'un intérêt national supérieur.

Cependant, comment mobiliser une population qui apparaît divisée ?

En France, les fondements de l'esprit de défense apparaissent ainsi affaiblis par une jeunesse en souffrance psychologique, des fractures internes et des menaces extérieures exploitant les failles d'un corps social désuni. En retraçant les leçons de l'histoire, cette note montre combien la cohésion sociale et un socle culturel partagé demeurent essentiels à l'esprit de défense. Celui-ci reste, en 2025 comme en 1914 ou en 1939, en Ukraine ou en Israël, l'élément fondamental qui conditionne l'avenir d'un pays.

Face à des menaces multiformes – cyberattaques, désinformation, guerres économiques – la défense dépasse donc le cadre militaire. Elle requiert une mobilisation collective autour du triptyque : savoir, vouloir, pouvoir se défendre. Chacun, qu'il soit citoyen, entreprise ou organisation, peut contribuer à renforcer la résilience nationale dans un monde où les conflits se jouent autant dans les esprits que sur les champs de bataille. Cette note invite ainsi à penser la défense comme une responsabilité collective, qui engage autant l'individu que la société dans son ensemble.



10 €

ISSN : 1771-6756

NEJ2503-01